

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

L'évolution de la perception de la menace iranienne de l'Arabie saoudite depuis 1979 : d'Israël à l'Iran

Auteur : Marie-Aleyde de Muyser Lantwyck
Promoteur(s) : Vincent Legrand
Lecteur(s) : Fanny Hockers
Année académique : 2024-2025
Master en relations internationales, à finalité diplomatie et résolution de
conflits

Résumé

Ce mémoire vise à analyser l'évolution de la perception de la menace de l'Arabie saoudite depuis la révolution islamique de 1979, en partant de la transition de la menace que représentait Israël pour le pays vers la menace iranienne perçue. Les théories réaliste, cognitive et constructiviste seront mobilisées afin de pouvoir couvrir tous les éléments qui ont influencé cette perception de menace et son évolution dans le temps. Des concepts comme la sécuritisation permettent de se pencher sur le clivage sunnite-chiite grâce à l'apport constructiviste.

Mots clés : perception de menace – Iran – Arabie saoudite – instrumentalisation – sécuritisation – rivalité religieuse

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Signature de l'étudiant :

A handwritten signature in black ink, which appears to read "Marie-Alexis de Maignan". The signature is written in a cursive style and is underlined with a single horizontal stroke.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier mon promoteur, Monsieur Vincent Legrand, qui m'a donné également cours d'analyse socio-politique et socio-économique du Moyen-Orient. Ses conseils précieux et son écoute toujours bienveillante ont été fortement appréciés.

Ensuite, je remercie Mlle Fanny Hockers, ma lectrice, qui prendra le temps de lire mon mémoire.

Merci aussi à ma famille qui m'a toujours soutenue dans mon parcours académique.

Liste des abréviations

- CCG : Conseil de coopération du Golfe
- MBS : Mohammed ben Salmane
- OLP : Organisation de libération de la Palestine
- OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

Notice d'utilisation IA

Je tiens à notifier que le site *Deepl Write* a été utilisé afin de trouver de meilleures structures de phrase et un vocabulaire plus soutenu.

Table des matières

Résumé.....	1
Introduction.....	7
1. Contexte et problématique.....	7
2. Méthodologie.....	9
3. Revue de littérature.....	10
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE & HYPOTHESES.....	12
1. Hypothèses de recherche.....	22
CHAPITRE 2 : ISRAEL COMME PRINCIPALE MENACE PERCUE.....	24
CHAPITRE 3 : L'EVOLUTION DE LA MENACE PERÇUE A TRAVERS L'ANALYSE DE DEUX HYPOTHESES	30
Partie 1 : La Révolution islamique de 1979 – le basculement dans la perception de menace de l'Arabie saoudite	30
Partie 2 : 2003 – l'expansion de l'influence iranienne après la chute de Saddam Husseïn	39
Partie 3 : 2011 – Les Printemps arabes et le renforcement de la rhétorique sectaire	42
Partie 4 : depuis 2017 – L'instrumentalisation de la menace iranienne sous MBS.....	50
CHAPITRE 3 : LE RAPPROCHEMENT IRANO-SAUDIEN : UNE NOUVELLE PHASE DANS L'EVOLUTION DE LA PERCEPTION DE MENACE.....	58
Conclusion	65
Bibliographie	71

Introduction

1. Contexte et problématique

La rivalité qui a opposé l'Arabie saoudite et l'Iran est un phénomène qui ne date pas d'hier. Au contraire, elle prend ses sources au 7^{ème} siècle. Outre des considérations de nature doctrinale, cette dispute trouvait aussi sa source dans une compétition autour du leadership de l'*Ummah*, la communauté des musulmans. La mort du prophète Mohammed avait ouvert la voie à une dispute qui allait se poursuivre pendant des siècles, à savoir quel groupe, entre les sunnites et les chiites, était légitime pour prendre la tête de l'*Ummah* (Abdo, 2013). Durant la période de la « Grande Discorde¹ », Mu'âwiya, de la lignée des Umayyades, s'est opposé au gendre du prophète, Ali ibn Abu Tâlib (la dénomination « chiite » provient de l'arabe « *shi'ât 'Ali* » c'est-à-dire « le parti de Ali »). Le mouvement chiite est donc tout d'abord un mouvement de type partisan, avant d'endosser une connotation religieuse lorsque al-Hussayn, de la lignée d'Ali, sera appelé « martyr ». En 680, après la tentative d'al-Hussayn de s'élever au rang de calife, la victoire des Umayyades est sans appel. Leur système de gouvernement (et de pensée) se base sur la « *Sunna* » (la tradition), d'où le sunnisme tirera son nom. Ce sont ainsi deux conceptions de l'imamat² qui vont s'affronter (Pignon, 2012). De fait, la conception des sunnites, qui n'accepte pas l'existence d'un intermédiaire entre Dieu et le croyant, est en contradiction avec la vision chiite qui considère les imams comme étant à la fois leurs guides spirituels et leurs dirigeants politiques (de Maupeou, 2013).

Après avoir été politique, leur division endossait désormais un caractère religieux, du fait de leurs différences dans leur vision de l'islam. Les chiites étaient dorénavant considérés comme des hérétiques par les sunnites. Ces derniers quant à eux sont accusés d'avoir favorisé le développement de sectes radicales, notamment les puritains wahhabites (Calvo, 2023).

Depuis 1979, date de la Révolution islamique iranienne, le Moyen-Orient a fait face à une reconfiguration de son environnement sécuritaire. La chute du shah d'Iran, Reza

¹ Cette période s'écoule de 655 à 661.

² La question de l'imamat se rapporte au choix de celui qui va diriger la communauté musulmane. Le terme vient de l'arabe « *imam* » qui veut dire « guide ».

Pahlavi, a modifié la perception de menace parmi de nombreux pays du Golfe, et surtout celle de l'Arabie saoudite. Israël, le fer de lance des monarchies du Golfe en raison de leur soutien à la cause palestinienne, a été progressivement mis au second plan pour laisser place à l'Iran en tant que menace existentielle. Ce déplacement dans les perceptions de menace des pays arabes s'est concrétisé tout d'abord à travers le traité de paix israélo-égyptien, en 1979, suite aux accords de Camp David, où, pour la première fois, un pays arabe, l'Égypte, reconnaît l'État d'Israël (Le Morzellec, 1980).

L'année 1979 est donc une année déterminante car Israël n'est désormais plus considérée comme une menace majeure, là où l'Iran commence à endosser ce rôle. La délimitation dans le temps à l'égard de la perception de la menace iranienne partira donc de 1979, et la délimitation dans l'espace se concentrera sur l'Arabie saoudite, étant donné ce qui fut présenté comme une grande rivalité entre les deux pays.

Ce mémoire a donc pour objectif de comprendre les motivations qui ont poussé l'Arabie saoudite à progressivement voir l'Iran en tant que menace existentielle pour sa sécurité. Pour ce faire, plusieurs facteurs seront analysés. Finalement, ce travail se penchera sur la nature même de cette menace iranienne : celle-ci a-t-elle été perçue sincèrement par les élites politiques saoudiennes ou au contraire a-t-elle fait l'objet d'une instrumentalisation et est donc le fruit d'un récit stratégique ?

C'est dans cette optique que s'inscrit la question de recherche de ce mémoire, à savoir : « **Quels facteurs ont poussé l'Arabie saoudite, après 1979, à percevoir l'Iran comme une menace prioritaire, prenant le pas sur Israël et quelles dynamiques ont sous-tendu les évolutions de cette perception de menace ?** ». Afin d'y répondre, deux hypothèses seront présentées. La première hypothèse se penchera sur le clivage sunnite-chiite et son influence dans le passage vers la perception de l'Iran à titre de menace principale. Elle s'appuiera par exemple sur le discours du « croissant chiite » formulé par le roi de Jordanie en 2004. La deuxième hypothèse questionnera le caractère réel de la perception de la menace et mettra en lumière l'instrumentalisation du facteur confessionnel dans le narratif et les décisions de politique étrangère (et spécifiquement sous Mohammed ben Salmane, dirigeant actuel de l'Arabie saoudite). Ce mémoire sera divisé en quatre chapitres. Le premier chapitre présentera les perspectives théoriques qui seront mobilisées afin de répondre aux hypothèses de

recherche, à savoir les perspectives réaliste, cognitive et constructiviste. Le deuxième chapitre effectuera une présentation des événements clés qui ont illustré la perception de la menace israélienne par l'Arabie saoudite, afin de mieux saisir les facteurs historiques qui ont influencé cette perception de menace avant l'ennemi iranien. Pour ce faire, une brève historique des conflits israélo-arabes depuis la création d'Israël seront introduits.

Le troisième chapitre s'attèlera à développer les hypothèses présentées afin de tenter de répondre à la question de recherche. Enfin, le quatrième et dernier chapitre se penchera sur une nouvelle étape dans l'évolution dans la perception de menace de l'Arabie saoudite, à savoir la normalisation des relations diplomatiques avec l'Iran et les perspectives d'une potentielle désécuritisation de l'Iran. Ce rapprochement étant récent, des pistes de recherche seront abordées dans une démarche de prospective, sans pour autant apporter des réponses définitives. Ce chapitre permettra donc de « boucler » ce tour d'horizon de l'évolution de la perception de la menace iranienne de 1979 à aujourd'hui. Il est d'autant plus pertinent car il aidera à comprendre dans quelle mesure la menace iranienne a été exagérée dans le passé ou au contraire si elle était profondément ancrée, ce qui permettra de participer au test de la deuxième hypothèse. Enfin, il conclura ce mémoire en offrant une approche contemporaine et en illustrant la nature évolutive des questions sécuritaires du Moyen-Orient.

Afin de répondre à ces hypothèses, un croisement des perspectives réaliste, cognitive et constructiviste sera appliqué. La compréhension des perceptions est particulièrement pertinente dans ce mémoire compte tenu du fait que la menace perçue importe bien plus que la menace réelle. En effet, comme le souligne Grégory Gause (2003) : « *Each state's behavior is rooted in perception of both the international situation and its own status as a state* » (p. 276).

2. Méthodologie

La méthode choisie est celle d'une recherche hypothético-déductive. Ainsi, ce qui concerne la collecte des données nécessaires au test des hypothèses, on s'appuiera sur une recherche de sources telles que l'analyse de certains discours, et les articles scientifiques qui traitent de la menace et de sa construction, qui seront mobilisés afin de trouver des réponses aux hypothèses posées, au moyen d'une démarche qualitative.

Étant donné que ce mémoire est soumis à un nombre de pages limité, il est impossible d'analyser tous les discours qui ont été produits depuis 1979. Ainsi, l'analyse des discours se concentrera sur quelques discours clés qui ont marqués ce laps de temps. Afin d'éviter un regard trop « euro-centré », l'étudiante se penchera sur les travaux d'experts à la fois régionaux et occidentaux.

3. Revue de littérature

La littérature existante se rapportant à la situation sécuritaire au Moyen-Orient est évidemment riche et variée. Néanmoins, en ce qui concerne l'approche de la rivalité irano-saoudienne, cette littérature présente plusieurs types de lacunes. Tout d'abord, au niveau de la perception de la menace, nombreux sont les articles et études scientifiques qui ne se penchent que sur le facteur explicatif confessionnel, c'est-à-dire le clivage sunnite-chiite via le sectarisme, sans pour autant aborder de manière conséquente les dynamiques géopolitiques voire économiques qui ont influencé cette perception. Les analyses qui, elles, se sont penchées sur les facteurs géopolitiques, ont souvent négligé le poids de l'identité et de la culture dans la perception de la menace. Un autre problème qui a retenu l'attention de l'étudiante se rapporte à la notion de désécuritisation se rapportant à l'Iran. Ce sujet n'a pas beaucoup été abordé dans la littérature académique, et ce, même après le rapprochement irano-saoudien qui s'est opéré dernièrement.

Les théories mobilisées, telles que le réalisme et le constructivisme, font l'objet de critiques en raison de leurs limites méthodologiques, notamment quant à leur capacité à rendre compte de manière simultanée des dynamiques matérielles et idéelles. Ce mémoire tente de combler ces lacunes grâce à une analyse interdisciplinaire.

Par ailleurs, il convient de noter que, bien que la question d'Israël ait occupé une place prépondérante dans le discours saoudien jusqu'en 1979, ce mémoire se concentrera sur l'évolution des perceptions de la menace après cette date clé, compte tenu du fait que la révolution islamique correspond à un virage décisif dans la redéfinition des menaces régionales. Pour des raisons de temps et de ressources, ainsi que par souci d'offrir une analyse approfondie et ciblée, ce mémoire ne prétend pas examiner toute la période qui s'est déroulée depuis 1948, mais uniquement les dates clés du conflit israélo-arabe.

Il se concentrera donc en grande partie sur une série d'événements postérieurs à 1979, dans le but de fournir une analyse détaillée des changements majeurs qui se sont produits depuis cet événement.

Compte tenu de la richesse des sources disponibles, il est difficile de faire le tour complet de la littérature sur ces sujets. Ce mémoire se focalise donc sur une sélection réfléchie de sources académiques, de rapports et de discours politiques, en mettant l'accent sur des moments clés tels que la Révolution iranienne de 1979 et les événements récents liés à la normalisation des relations diplomatiques avec l'Iran. Ce choix garantit une analyse pertinente tout en tenant compte des contraintes méthodologiques et temporelles inhérentes à l'exercice.

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE & HYPOTHESES

1. L'approche réaliste

Face à la défaite du paradigme libéral qui n'est pas parvenu à expliquer la deuxième guerre mondiale, le réalisme devient l'approche dominante en Relations internationales.

Le concept d'équilibre des puissances est un des principes phares du réalisme. Il avance le fait que les États, afin d'éviter qu'un autre État se trouve dans une position hégémonique, cherchent à soit maintenir l'équilibre des puissances soit à le modifier. La régulation des Relations internationales ne peut être garantie que par un équilibre des pouvoirs, capable non pas d'instaurer la paix, mais de maintenir un ordre mondial et une stabilité toujours fragiles. En effet, dans le cours sans fin de l'histoire des relations entre les nations, aucun progrès durable n'est envisageable (Battistella, 2009).

La théorie de l'équilibre de la menace

Dans son ouvrage *The origins of alliances*, Stephan Walt considère que de manière générale, les États s'équilibrent en formant une alliance face à la perception qu'ils ont d'une menace de la part d'autres États. Toutefois, les États les plus faibles risquent davantage de s'allier à la menace montante en vue de sauvegarder leur propre sécurité (Walt dans Rakipoğlu, 2017). Pour l'auteur, plusieurs facteurs influencent le niveau de la menace perçue : la puissance globale, la proximité géographique, les capacités offensives et les intentions agressives. Walt (1987) explique que les États s'équilibrent entre eux afin de contrer les États qu'ils considèrent « représenter la plus grande menace » et non pas afin de se liguer contre les États les plus puissants (p. 263).

En remplaçant la répartition de la puissance par le niveau de menace comme principale variable explicative de l'équilibre, il perfectionne ainsi la théorie traditionnelle de l'équilibre des pouvoirs. S'il est difficile de déterminer laquelle des quatre sources s'avérera la plus importante, l'auteur souligne le rôle crucial que joue les perceptions de l'intention (Šenk, 2021).

2. L'approche cognitive

Les théories cognitives sont apparues dans les années cinquante et vient remettre en cause la théorie du choix rationnel et les approches behavioristes qui l'avaient précédé et qui prenaient comme référence unique les faits observables de façon objective (Mayer, 2010). Dans les années 60, on retiendra les travaux d'Harold et Margaret Sprout, et une décennie plus tard, les apports d'auteurs comme Holsti, Axelrod, ou encore Robert Jervis, qui mettent l'emphasis sur la place prépondérante de l'individu dans la prise de décision (Struye de Swielande, 2018).

Lorsqu'une crise survient, l'un des principaux problèmes auxquels les dirigeants sont confrontés est leur tendance à être influencés par des préjugés et des erreurs dans la prise de décision en raison de limitations cognitives (Forman & Selly, 2001). Ainsi, la plupart du temps, la « perception faussée » est causée par l'existence d'une série de préjugés. En effet, les leaders interprètent souvent le monde à travers le prisme inconscient de leurs convictions et de leurs expériences passées (Mintz & DeRouen, 2010).

La dissonance cognitive est un concept qui a été abordé dans le domaine de la psychologie sociale avec Festinger en 1957, a pour principe que les individus sont à la recherche d'une justification solide à leur comportement. Robert Jervis (1976) reprend le concept pour le lier à l'existence de « perceptions faussées » ou *misperceptions* (p.382).

Il s'est penché sur la manière dont les perceptions et les « perceptions faussées » ont la capacité d'influencer les décisions de politique étrangère, argumentant que les individus ont tendance à esquiver la dissonance cognitive au cours du traitement des informations leur parvenant. Les décideurs se concentrent ainsi sur les éléments qui confirment leurs croyances et délaissent les informations qui les contredisent. Cette réaction est désignée par Jervis (1976) sous le nom de « biais de confirmation » (p.31).

En fait, il est très rare que les responsables politiques puissent connaître une situation de manière précise. Face à la complexité des informations reçues, ils sont donc souvent amenés à ne considérer qu'une part restreinte de ces données, et ce conformément à leur vision du monde et à leur horizon conceptuel. La tendance des systèmes de

croyance à soit ignorer soit mal interpréter les données qui ne vont pas dans le sens de des décideurs politiques constitue dès lors la première source des « perceptions faussées » (Jervis, 1976).

Jervis s'est penché sur le rôle des **analogies historiques** dans la prise de décision.

La plupart du temps, sur base d'expériences qui se sont produites ultérieurement, un acteur va être amené à en tirer des conclusions afin d'interpréter des situations contemporaines. Ainsi, les enseignements tirés des événements historiques influencent la manière dont les dirigeants interprètent les informations qui leur parviennent, ce qui les amène à reproduire des décisions similaires, et ce même lorsqu'elles s'inscrivent dans un contexte et une époque différents (Jervis, 1976).

Cette logique leur convient car ces analogies historiques ont l'avantage de leurs procurer des raccourcis cognitifs. En réalité, trouver des similarités entre des événements passés et présents pourrait les pousser à renforcer leurs propres croyances, ce qui pourrait les amener ensuite à commettre une erreur de perception, par exemple en ne prenant pas compte de certaines différences lors de la comparaison d'un événement passé avec un événement présent (Aladwani, 2020).

Chez Holsti, la **théorie du rôle** permet de comprendre comment « les conceptions qu'ont les décideurs du rôle de leur État sur la scène internationale influence le comportement de cet État en matière de politique étrangère » (Breuning, 2017). Holsti propose plusieurs types de rôles : le rôle performance, c'est-à-dire la mise en œuvre du rôle en lui-même, où l'action et la décision sont rassemblés dans un contexte donné, le rôle prescription, qui se rattache aux attentes relatives à une position et aux normes s'y appliquant, et le rôle conception, qui correspond à l'idée que se fait un État de sa fonction et de sa position par rapport aux autres rôles, et donc par rapport aux autres États (Holsti, 1970). Pour l'auteur, il y aurait plusieurs types de conceptions du rôle national : le « *regional defender* » (celui qui protège d'autres pays et ce dans une zone bien définie), le « *mediator* » (a une fonction continue consistant à une assistance dans la résolution de conflit international) (Holsti dans Inan, 2023).

3. L'approche constructiviste

Le constructivisme fait partie des théories en Relations internationales qui ont marqué le début des années nonante, contestant alors les apports du positivisme. Les théories constructivistes se sont concentrées sur l'importance des structures de comportement, soulignant le fait que l'identité joue un rôle dans la construction des intérêts (Majin, 2016).

Pour les constructivistes, les intérêts étatiques ne sont pas définis uniquement par la puissance qu'ils détiennent, mais aussi par leur identité, qui elle-même est une construction sociale (Wendt, 1999). Dès lors les actions qu'un État entreprend sur la scène internationale est fortement influencée par deux facteurs : la vision qu'il a de lui-même et celle qu'il a des autres. Là où les perspectives réaliste et libérale qui supposent que l'anarchie prédomine le système international, la théorie constructiviste avance que l'anarchie c'est « ce que États en font » (Wendt, 1999), remettant ainsi en cause le rôle accordé à l'anarchie dans les Relations internationales.

L'Ecole de Copenhague

Avec sa vision poussée à l'extrême du constructivisme social, l'Ecole de Copenhague a fait l'objet de nombreuses critiques et notamment celle de Ken Booth, cofondateur de l'approche critique des études de sécurité, qui dénonce l'emphase qui est faite sur l'État. L'École de Paris dénonce de son côté le fait que l'usage de la sécurité soit limité uniquement à sa dimension de langage et qu'il n'y a pas de place pour d'autres champs au sein desquels la sécurité se révèle (Ben Khouja, 2020). Comme l'indique Ole Wæver, l'un des fondateurs de l'École de Copenhague, la sécurité est un « acte de langage ». C'est donc avec la sécuritisation que s'opère un bouleversement radical dans le domaine des études de sécurité : le passage d'une conception sémantique du langage où la signification des mots se trouve au centre, à une conception pragmatique qui se concentre sur ce que les mots accomplissent. Ainsi, la compréhension de la nature du langage subit une transformation conséquente (Balzacq, 2018).

La sécuritisation

La sécuritisation consiste à extraire un sujet du domaine des « *everyday politics* » et à lui conférer un caractère régalien, par le consentement d'une prise de mesures exceptionnelles destinées à y remédier. Buzan, Wæver et de Wilde (1998) expliquent que les processus de (dé)sécurisation permettent de comprendre « *who securitizes, on what issues (threats), for whom (referent objects), why, with what results and, not least, under what conditions (what explains when securitization is successful)* » (p.32). Dans cette optique, la sécuritisation n'est pas juste le fruit du traitement d'une question représentant une menace pour la sécurité. Il s'agit aussi et surtout d'un véritable choix politique (Walschot, 2021).

Dans la sécuritisation³, il y a trois sphères dans lequel s'opère l'acte de sécuritisation, comme l'amène Matt McDonald. En premier lieu, il s'agit de se pencher sur la « **désignation** » de la menace. Ensuite, la deuxième sphère dans laquelle s'opère la sécuritisation est ce que McDonald appelle les « **conditions facilitantes** ». Cette étape consiste à analyser les éléments qui favorisent le déroulement du processus et assurent la sécurisation d'une problématique (Mabon, 2018a). En troisième lieu, « **l'audience** », qui compose la troisième sphère, sera la cible visée par la sécuritisation d'un sujet au travers d'un acte de langage. Autrement dit, l'audience représente la cible qui doit être convaincue que l'objet référent est menacé sur le plan existentiel (Buzan et al., 1998). L'audience tient un rôle important dans le processus de sécuritisation étant donné le caractère « essentiellement intersubjectif » de celui-ci. Pour qu'un sujet soit sécurisé, la condition est qu'il faut que l'audience l'accepte, et non pas parce qu'elle représente une menace objective pour l'objet référent. En effet pour Buzan, Wæver et de Wilde, le fait de présenter un sujet comme étant une menace existentielle envers un objet référent n'est pas la seule condition pour qu'il y ait un processus de sécuritisation (Buzan et al., 1998). Dès lors, la théorie de la sécurisation se consacre au mécanisme de transformation de problèmes en menaces pour la sécurité et à la manière dont ces questions sont perçues, ce qui rend impossible une vérification complète du caractère

³ T. Balzacq explique qu'il convient de faire la différence entre sécurisation et sécuritisation. La sécurisation consiste à réunir différentes ressources, tant financières qu'humaines, destinées à mettre en place des pratiques qui assurent la fiabilité d'un périmètre socio-politique donné. Quant à la sécuritisation, elle est la manifestation rhétorique d'une situation inquiétante et marquée par l'incertitude. Aussi, en règle générale, ce processus précède la sécurisation (Balzacq, 2003-2004).

« réel » ou non d'une menace (Wertman & Kaunert, 2022).

Dans l'approche de l'École de Copenhague, le langage permet à des problématiques de devenir des questions de sécurité, c'est-à-dire des menaces. Grâce au langage, des acteurs ou des problèmes précis sont désignés en tant que menace existentielle, ce qui rend ainsi possible, ou même, en fonction de l'interprétation, engendre une sécuritisation. (McDonald, 2008). La construction de la menace est donc intimement liée au concept de « sécuritisation » avancé par Ole Wæver, un des penseurs de l'École de Copenhague. Selon lui, c'est l'acte de discours ou *speech act* qui transforme un problème en problème lié à la sécurité, ce qui démontre que la sécurité n'est pas une donnée objective et n'existe pas avant l'énonciation du discours par des dirigeants (Ceyhan, 1998).

Pour Barry Buzan, Ole Wæver et Jaap de Wilde, il existe trois éléments clés à distinguer dans l'analyse de la sécurité : les « objets référents », les « acteurs sécuritisateurs » et les « acteurs fonctionnels ». Barry Buzan et al. (1998) définissent les « objets référents » comme les « choses qui sont considérées comme menacées dans leur existence et qui ont un droit légitime à la survie » (p.36). Ensuite, la sécuritisation d'un sujet est accomplie par un « acteur sécurisateur » qui va déclarer la présence d'une menace sur un « objet référent » au niveau existentiel (Buzan et al., 1998). Enfin, la dernière unité est celle des « acteurs fonctionnels ». Ces derniers vont avoir une incidence dans les décisions de transformation d'un problème en un problème de sécurité, sans pour autant être considéré comme un « objet référent » ni comme un « acteur sécurisateur » (Buzan et al., 1998).

La désécuritisation

La désécuritisation est l'inverse du processus de sécuritisation. Elle se produit lorsqu'un problème qui avait été précédemment classé en tant que « problème sécuritaire » revient dans la catégorie des « *normal politics* ». Ceci permet d'établir des négociations et discussions politiques d'une part, et de revenir à une procédure démocratique d'autre part (Wæver, 1998).

Selon Ole Wæver (1995) il y aurait trois formes de désécuritisation. La première forme consiste tout simplement à ne pas parler d'un enjeu comme étant de l'ordre de la

menace. La deuxième forme de désécuritisation concerne la gestion du processus de sécurisation de manière à ne pas créer une spirale. En ce qui concerne la troisième forme de désécuritisation, il s'agit de ramener le problème précédemment sécurisé dans le domaine des « *normal politics* ».

La théorie du complexe de sécurité régional

L'École de Copenhague a aussi développé le concept de « complexe de sécurité régional ». Barry Buzan (2003) va le définir comme étant : « *a set of units whose major processes of securitisation, de-securitisation, or both are so interlinked that their security problems cannot reasonably be analysed or resolved apart from one another* » (p.44). Selon cette théorie, en matière de sécurité internationale, les intérêts, motivations, les actions et les politiques des États sont exclusivement liés à la région. Dès lors, les intentions et les intérêts d'un État prennent principalement forme à l'échelle régionale, plus précisément au sein de son voisinage proche (Buzan & Waever, 2003).

Selon Buzan et Wæver, les États font partie intégrante d'un complexe de sécurité régional en raison de leur proximité géographique, des dynamiques d'amitié ou d'inimitié qui les lient, ainsi que des menaces partagées pesant sur leur sécurité. Chaque complexe de sécurité régional s'inscrit dans un super-complexe global, incarné par des acteurs mondiaux et leurs interactions avec les complexes de sécurité nationaux et sous-régionaux, chacun influençant l'autre à divers degrés. Par ailleurs, une menace ou un enjeu sécuritaire peut se transmettre d'un complexe régional à un autre par un effet de propagation (Buzan & Wæver, 2003).

Les concepts principaux

L'identité

Selon Wendt (1992), une des figures du constructivisme conventionnel (par opposition au constructivisme critique), considère que les identités « *are the basis of interests* » (p.398). Selon la vision conventionnelle, l'interaction entre les identités et les intérêts suit une logique de causalité linéaire. Là où l'approche critique soutient que les identités et les intérêts se co-constituent, l'approche conventionnelle du

constructivisme avance l'idée que c'est l'identité qui dicte les intérêts. Cette approche met donc l'accent sur l'importance du facteur identitaire dans la compréhension du changement des intérêts et du comportement d'un État (Amyot, 2016).

En 1996, Jepperson et al. définissent l'identité comme étant « *the image of individuality and specificity (self-identity) that a player possesses and projects* » (p.59).s

Le cadre de la **sécurité ontologique** apparaît comme étant pertinent ici étant donné qu'il permet d'expliquer comment les sources idéationnelles de menaces influencent le comportement de la politique étrangère. Selon May Darwich (2019), qui s'est penchée sur l'identité comprise dans l'optique de la sécurité ontologique, « *this layer of security signifies another motivation for state behaviour, which is the pursuit of a stable definition of the self that is distinct and different from the other* » (p.34).

Si l'on reprend la définition de l'identité chez Alexander **Wendt** (1999), on retrouve une autre dimension à ce concept. Pour lui l'identité se rapporte à comment un État se perçoit lui-même, et ne résulte donc pas de l'interaction avec les autres (p.224).

L'identité nationale

L'identité nationale reflète une communauté politique dotée d'institutions, de droits et de responsabilités, établie sur un territoire précis avec une histoire, des récits et des souvenirs partagés, une culture et une économie communes, une unité sociale et une capacité à se définir elle-même (Smith, 1991). Si l'on joint à ce concept la théorie de la sécuritisation, l'identité nationale devient un acte de langage (McLeod et al., 2004).

La sécurité

La sécurité, qui peut être définie comme l'absence de menace, a fait l'objet de beaucoup de préoccupations chez les chercheurs en relations internationales. Selon Arnold Wolfers⁴ (1962) : « *security, in an objective sense, measures the absence of threats to acquired values, in a subjective sense, the absence of fear that such values will be attacked* » (p.150). Traditionnellement la sécurité avait comme principal

⁴ Contrairement aux définitions précédentes, cette définition inclut le sens « objectif » et « subjectif », rappelant l'importance de cette différenciation. Cette définition indique que les politiques ayant pour but d'améliorer la sécurité sont tenues de distinguer si celles-ci interviennent en réponse à des menaces réelles ou bien à des menaces perçues (Powell, 2009).

réfèrent l'État, ce qui a suscité de nombreux débats au sein du monde académique. Chez les réalistes, c'est surtout un « dérivé du pouvoir » ce qui réduit fortement toutes les composantes de la sécurité.

Dans la période post-guerre froide, le concept a dû être adapté aux réalités de l'époque et a pris en complexité. Dans ce contexte, des recherches comme celles de Barry Buzan, issu de l'école de Copenhague, ont permis de donner une signification plus complète au concept. Pour le chercheur, au lieu de la réduire la sécurité à celle de l'État, le concept doit englober plusieurs secteurs comme la sécurité environnementale, la sécurité sociétale, la sécurité économique, la sécurité militaire ou encore la sécurité politique. Cela renvoie à la « stabilité institutionnelle des États, des systèmes de gouvernance et des idéologies » qui assurent leur légitimation (Buzan dans Arcudi, 2006).

Il mettra en lumière la sécurité sociétale ainsi que la manière dont les menaces sont construites ou bien sécurisée par les sociétés. Barry Buzan ira plus loin encore, en développant des niveaux et des secteurs relatifs à la sécurité dans son livre *People, States and Fear : An Agenda for International Security Studies in the Post-cold War Era*. Les secteurs (sociétal, militaire, économique, politique et environnemental) sont ainsi développés dans cet ouvrage ainsi que les niveaux que sont : les États, les individus et les systèmes internationaux (Buzan, 1991).

Limites des approches théoriques

Dans le cadre de ce mémoire, il convient de souligner quelques limites propres aux approches théoriques. Tout d'abord, le réalisme a été critiqué pour son incapacité à intégrer les dimensions identitaires et discursives. En effet, cette perspective met l'accent sur les États en tant qu'acteurs rationnels, tout en négligeant les perceptions, les biais cognitifs influençant les décisions des dirigeants, ainsi que les constructions sociales des menaces.

En ce qui concerne le constructivisme, sa principale faiblesse réside dans l'absence de méthodologies solides permettant d'évaluer de manière précise l'influence des discours sur les politiques de sécurité. Plus spécifiquement, le processus de sécuritisation comporte un risque de simplification : en se concentrant sur l'acte

discursif, cette approche tend à négliger les dynamiques, souvent complexes, qui précèdent ou découlent de cet acte.

L'audience est un élément également difficile à analyser étant donné que le concept même d'audience n'est pas défini de façon claire chez les auteurs de l'Ecole de Copenhague. Ce manque de précision a été identifié par Leonard & Kaunert (2011) qui expliquent que « *no precise criteria are outlined to identify who exactly constitutes the audience in practice* » (p.59). En effet Buzan, Wæver et de Wilde (1998) définissent l'audience comme « *those the securitizing act attempts to convince to accept exceptional procedures because of the specific security nature of some issues* » (p.41). Bien que la notion d'audience soit présentée comme centrale dans le processus de sécuritisation par les auteurs de l'école de Copenhague, celle-ci reste néanmoins assez floue. Il faut aussi ajouter que Wæver admet l'influence du cas des régimes occidentaux sur la version initiale de leur modèle de sécuritisation (Wæver dans Balzacq, 2011), ce qui limite son application aux structures politiques propres au Moyen-Orient. Cette limite est aussi mise en lumière par Claire Wilkinson qui explique ce que ce « *Westphalian straitjacket* » implique. Wilkinson (2007) affirme que : « *Currently, Euro-American assumptions about concepts such as society, identity and the state, combined with the presumption of Western democracy and primacy of the speech-act, meant that, particularly in a non-Western setting, security dynamics are edited through the application of the theoretical framework* » (p.22). Cette orientation ne prend ainsi pas en compte certaines dynamiques propres au monde non-occidental, comme la nature et l'organisation de la société. En fait dans cette partie du monde, les identités (et donc la menace sécuritisée) sont susceptibles d'aller au-delà des frontières de l'État. En effet, dans la mesure où l'identité est connectée à l'État, les identités risquent d'être réduites à une seule de leurs dimensions par ces concepts immuables figurant au centre de la sécuritisation (Mabon, 2018a).

Enfin, il y a peu d'explications sur le concept de désécuritisation dans l'ouvrage collectif de Buzan et. al., ce qui rend l'analyse du dernier chapitre quelque peu limitée. Par ailleurs, il convient de noter que, dans bien des cas, les processus de sécuritisation et de désécuritisation se produisent simultanément. Behnke (2006) explique d'ailleurs que « la désécuritisation ne peut jamais vraiment se produire » (p.65).

En fin de compte, ces différentes approches théoriques peuvent aider à comprendre les différents aspects qui sont liés à la perception de menace. Même si ces approches comportent des limites, ensemble, elles permettent de saisir toutes les dimensions (qu'elles soient objectives ou subjectives) de la rivalité irano-saoudienne.

1. Hypothèses de recherche

Pour répondre à la question de recherche, deux hypothèses seront posées. La première se concentrera sur l'importance du facteur religieux. La deuxième sera dédiée à l'instrumentalisation de la menace iranienne par les élites politiques saoudiennes, depuis l'accession au trône de Mohammed ben Salmane. Ces deux hypothèses seront testées à travers une analyse de passages de discours politiques, ainsi que du contexte géopolitique qui a caractérisé chacune des périodes clés et ce, depuis la révolution islamique, et des décisions qui ont marqué cette transition vers la menace iranienne. Les théories réalistes et constructivistes ainsi que certains apports de la perspective cognitive permettront d'examiner les hypothèses retenues.

Introduction à l'hypothèse n°1

Les tensions entre chiisme et sunnisme, bien qu'historiques, ont pris une dimension politique et stratégique particulière dans le contexte de la Révolution iranienne de 1979. Ce tournant a vu l'Iran émerger comme un acteur chiite révolutionnaire affirmé, contestant le rôle traditionnel de l'Arabie saoudite en tant que leader du monde musulman sunnite. Depuis, cette rivalité confessionnelle s'est intensifiée à travers des événements régionaux majeurs, où la division chiite-sunnite semble avoir structuré les perceptions mutuelles de menace, notamment entre Téhéran et Riyad. Dans ce contexte, les discours et les actions des acteurs saoudiens mettent fréquemment en avant le rôle idéologique et religieux de l'Iran comme facteur central de menace.

Cependant, cela pose la question de savoir dans quelle mesure cette perception est enracinée dans la rivalité confessionnelle ou si elle est le fruit d'autres facteurs. Cette dernière, profondément amplifiée par la révolution iranienne et ses répercussions régionales, semble constituer un prisme majeur à travers lequel l'Arabie saoudite perçoit la menace iranienne.

Ce contexte permet de poser l'hypothèse suivante : « **la perception saoudienne de la menace iranienne est due principalement au facteur religieux, à savoir le clivage sunnisme-chiisme qui a caractérisé les relations irano-saoudiennes depuis la révolution islamique** »

Introduction à l'hypothèse n°2

Depuis quelques années, l'Arabie saoudite se concentre sur le développement de son économie, via le projet « Vision 2030 » qui permet une diversification économique afin de se libérer de sa dépendance aux revenus pétroliers, ainsi qu'à la stabilité régionale en multipliant les initiatives diplomatiques afin de devenir un gardien de la paix régionale. Cependant, malgré ces réformes, le pays fait face à de nombreux défis internes : un chômage en hausse, une insatisfaction domestique, pour n'en citer que quelques uns. Face à ceci, le régime saoudien se doit d'apaiser ces tensions domestiques. L'instrumentalisation de la menace iranienne apparaît comme un outil stratégique afin d'apaiser ces tensions et maintenir un certain équilibre entre d'une part ses ambitions économiques et diplomatiques et d'autre part la consolidation du pouvoir au sein du royaume.

Dès lors, l'antagonisme qui caractérise les relations entre Arabie saoudite et l'Iran, et qui est fréquemment abordé sous l'angle religieux ou à travers des facteurs géopolitiques, est donc susceptible d'être analysé également dans sa dimension stratégique et interne.

La deuxième hypothèse sera donc formulée ainsi : « **Dans le contexte de sa Vision 2030 et face au mécontentement domestique, la menace iranienne a été de plus en plus instrumentalisée depuis MBS, via l'outil du sectarisme, afin de détourner l'attention de la population vers des enjeux de sécurité régionale.** »

Tandis que cette hypothèse se concentre sur une période récente, elle fait aussi partie d'une pratique plus large dans laquelle les leaders saoudiens ont exploité les menaces externes. En effet, dans les années 1980, la menace iranienne a été utilisée pour consolider le leadership saoudien dans la région et remédier aux défis internes. Cependant, ce phénomène s'est accentué sous Mohammed ben Salmane, ce qui rend cette période pertinente pour l'analyse de ce processus.

Ce cadre théorique terminé, il est nécessaire d'évoquer la posture sécuritaire saoudienne, qui considère Israël en tant qu'ennemi principal, avant de traiter de l'attention particulière qui sera ensuite accordée à l'Iran en tant que menace progressivement perçue à partir de 1979.

CHAPITRE 2 : ISRAEL COMME PRINCIPALE MENACE PERCUE

Il convient maintenant de placer la problématique dans son contexte historique et de distinguer les éléments principaux qui ont caractérisé les relations entre l'Arabie saoudite et Israël. Ceci, afin de mieux comprendre les facteurs qui ont influencé cette perception initiale de l'État juif comme étant une menace.

Un bref rappel de la création d'Israël en 1948 et des conflits israélo-arabes clés qui s'ensuivirent sera présenté.

1. Israël, une menace prioritaire pour l'Arabie saoudite ?

Avant le 20^{ème} siècle, il n'existait que très peu de contact entre les Juifs et l'Arabie saoudite. Quand les populations arabes et les sionistes sont rentrées en conflit c'est avec pragmatisme que le roi Abd Al-Aziz fit face à la situation (Podeh, 2018).

En 1947, lorsque les Nations-unies ont lancé la résolution sur la partition de la Palestine, la guerre fut déclarée le lendemain. Se voulant moins prudent que dans les années trente, le roi Ibn Saud d'Arabie saoudite se calqua sur la décision des autres membres de la Ligue arabe, qui était de rejeter la résolution de partition onusienne, et rejoignit le plan militaire qui avait l'objectif de défendre la Palestine (Al-Rasheed, 2012). En mai **1948**, l'État d'Israël déclare de manière unilatérale son indépendance lorsque le mandat britannique prend fin, ce qui déclenchera la première guerre israélo-arabe. La Syrie, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie et le Liban vont alors déployer leurs armées pour déclarer la guerre à Israël (Chaigne-Oudin, 2010). Bien que les armées des pays arabes aient été tout d'abord victorieux, ce sera Israël qui l'emportera (Amiot, 2013). Après cette défaite, l'Arabie saoudite va soutenir l'Égypte afin d'essayer d'établir un Etat palestinien autonome ainsi qu'un gouvernement palestinien sous l'autorité du Mufti de Jérusalem, mais ce projet sera avorté par le roi Abdallah de

Jordanie (Khader, 2017). La victoire israélienne se soldera par la signature des armistices avec les pays de la coalition arabe de janvier à juillet 1949 (Amiot, 2013). Un peu plus tard, la guerre de Suez de 1956 va marquer le début d'un changement : la question palestinienne va alors devenir une question arabe, avec le nationalisme arabe dont Nasser est le chef de file, qui prévaut dans la région. C'est donc deux axes qui vont s'affronter : d'un côté l'axe du nationalisme (avec la Syrie, L'Irak et L'Égypte) et de l'autre l'axe de la monarchie, porté par l'Arabie saoudite et la Jordanie (Khader, 2017).

En 1964, le roi Fayçal d'Arabie saoudite va dès lors prouver la continuité de l'engagement saoudien à l'égard du soutien à la Palestine. Son discours n'est pas centré sur l'aspect politique mais bien religieux, la question palestinienne étant selon lui surtout une question « islamique » (Wissa-Wassef, 1974). Dès 1965, le roi Fayçal (dans Wissa-Wassef, 1974) déclare en effet lors de la conférence islamique mondiale à la Mecque :

« L'affaire de la Palestine usurpée n'est ni politique ni économique. C'est une affaire islamique et humanitaire, qui concerne le monde musulman. C'est un peuple qui, victime d'une agression, a été chassé de son pays par des personnes en quête d'un foyer et qui ont reçu l'appui de grandes puissances ».

En juin 1967, la guerre des Six Jours se déclenche lorsqu'Israël lance une offensive contre la Syrie, la Jordanie et l'Égypte. La totalité de la Palestine sera sous occupation sioniste ; du Sinaï égyptien en passant par la Cisjordanie, Jérusalem-Est ainsi que la bande de Gaza et le Golan syrien (*Guerre Israélo-arabe 1967*, s. d.). Cette guerre va avoir un impact important sur la perception de la menace sécuritaire parmi les États arabes du Golfe.

C'est à ce moment que les monarchies du Golfe se rallient au panarabisme égyptien et adhèrent à la montée en puissance d'une résistance nationale sous la bannière de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Bien que ces États n'aient pas rempli un rôle notable dans les conflits entre Arabes et Israéliens, il convient de rappeler que l'Arabie saoudite s'est tout de même ralliée à l'Égypte pendant la crise de Suez survenue en 1956 (Marteu, 2018). Après la guerre des Six jours, les États du Golfe ont souvent désigné Israël comme une menace militaire qui ne pouvait être ignorée par les pays arabes. Les pays du Golfe, membres de la Ligue arabe, l'ont réaffirmé à maintes reprises. Dans le contexte de l'occupation israélienne des territoires palestiniens, le

document intitulé « **Résolution de Khartoum** » a représenté en 1967 la volonté de non négociation et le refus de la paix avec l'État juif, en soulignant la menace posée par Israël (les fameux "trois non"⁵) (Sloan, 2017). Si les dirigeants saoudiens ne se sont investis que d'une manière modérée dans le conflit depuis son début, leur lutte contre l'État hébreu va s'intensifier en raison de l'occupation de Jérusalem, une des villes saintes dans la religion islamique (Romeo, 2012).

En fait, de 1967 à 1972, le royaume d'Arabie saoudite axera son action sur un soutien financier aux pays arabes comme la Jordanie et l'Égypte, deux pays qui étaient impliqués dans le conflit avec Israël. Dans ce contexte, un montant annuel de 170 millions de dollars leur sera déversé (une initiative qui avait été prise lors de la Conférence des Chefs d'États arabes de Khartoum en 1967) (Soulié & Champenois, 1977).

Après cette guerre, l'Arabie saoudite décida de renforcer sa relation stratégique avec Washington. Israël était perçue comme une menace indirecte après la défaite de la coalition arabe. Ainsi, s'aligner plus étroitement avec les États-Unis afin de lui assurer une sorte de garantie de sécurité. Cette alliance viserait au pays de contenir l'expansion de l'URSS d'une part, et de neutraliser le nationalisme arabe d'autre part. En effet, l'élite saoudienne qui craignait une conspiration entre communistes et sionistes n'a fait que renforcer l'idée perçue selon laquelle la victoire d'Israël après la guerre des six jours bénéficierait l'URSS (Ciorciari, 2005).

Un autre épisode, la guerre de **Yom Kippour** de 1973, fut aussi l'occasion pour les monarchies du Golfe de continuer à présenter Israël comme une menace militaire. En effet, le fait qu'Israël dispose d'une supériorité technologique en termes de puissance militaire et qu'il soit soutenu par les puissances occidentales a contribué à alimenter cette perception d'une menace. Inévitablement, Israël était perçu comme menaçant, étant donné le rapprochement manifeste des intérêts israéliens avec ceux de l'Occident, ce qui était compris comme une sorte d'extension occidentale dans la région (El-Hamad, 2004). Depuis 1967, le Royaume saoudien avait été frustré par le

⁵ Les "trois non" est un des éléments figurant dans la résolution de Khartoum et qui proclame un triple refus, à savoir la "non reconnaissance d'Israël, le refus de reconnaissance de cet État et de la négociation avec lui et la réaffirmation des droits du peuple palestinien sur son pays" (Romeo, 2012).

soutien politico-militaire américain dont bénéficiait Israël. En 1973, l'Arabie saoudite s'implique donc à nouveau dans le conflit (Dawisha, 1983).

La guerre du Kippour représente le dernier moment où une grande majorité de pays arabes se sont impliqués dans une guerre contre Israël. Selon Saad El Shazly, diplomate et général égyptien des forces égyptiennes durant la guerre du Kippour, seuls l'Arabie saoudite et le Koweït parmi les États du Golfe ont participé en fournissant une aide, qu'elle soit financière ou militaire (El Shazly dans Kahwaji, 2003). Face au manque de volonté américaine de faire pression sur Israël, Riyad se rend compte que le seul moyen d'obliger l'État hébreu à rendre les territoires qu'il avait acquis en 1967 était d'utiliser la force militaire et la coercition économique. Mais à défaut de moyens militaires, la seule arme dont le Royaume disposait était le pétrole (Dawisha, 1983).

De cette manière, le rôle de « gardien de l'Islam » de l'Arabie saoudite l'obligeait à continuer de lutter afin de rétablir la souveraineté arabe sur Jérusalem, lieu sacré pour les musulmans, et dont la partie Est était sous occupation israélienne. Dans le fond, le manque de moyens militaires et la faiblesse (mis à part en termes financiers) du Royaume ne lui permettait pas beaucoup de marge de manœuvre. Devant ce manque d'indépendance et une obligation de se rendre légitime devant les populations arabes et musulmanes, Riyad en est réduite à suivre les lignes directrices de l'orientation arabe (Dawisha, 1983).

En définitive, malgré qu'il y ait eu une désignation officielle d'Israël en tant qu'ennemi parmi les populations arabes, au début des années septante, rares étaient ceux qui estimaient qu'Israël les menaçait véritablement ou avaient un programme d'action dont le but était de le dissuader ou de le combattre (Kahwaji, 2003). Ce rapprochement avec Israël s'illustrera par les accords de Camp David. En 1978, l'Égypte signe un accord avec Israël sous l'égide américaine. Le premier accord consistait à fixer un cadre pour la paix au Moyen-Orient et le deuxième est un traité de paix israélo-égyptien, qui sera lui signé en 1979, et aboutira à l'évacuation du Sinaï par l'armée israélienne. Cependant, ce traité sera rejeté par la grande majorité des pays arabes et l'Égypte sera mis au ban pour ne pas avoir assez mis en avant la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien (*Accords de Camp David*, s. d.).

L'Arabie saoudite fera partie des pays qui ont rejeté le traité de paix avec Israël, étant donné le rôle qu'elle se devait d'endosser : celui de défenseur de lieux saints musulmans et de la cause palestinienne. À la suite de ces accords, la position des arabes modérés devient de plus en plus précaire et les radicaux considèrent de plus en plus que les accords de Camp David ont pour seule mission d'exclure l'Égypte du conflit israélo-arabe. Cette situation pousse alors Riyad à mettre l'accent sur la diplomatie afin d'affaiblir ce militantisme radical du monde arabe (Dawisha, 1983). Ainsi, en 1981, les Saoudiens vont prendre l'initiative de créer un plan de paix, connu sous le nom de **plan Fahd**.

Ce plan reprenait les grandes lignes du narratif visant à défendre les droits palestiniens, à l'exception d'une clause qui autorisait le « droit des États » de vivre de manière pacifique, ce que beaucoup d'Arabes considéraient comme étant le fait de reconnaître Israël de façon implicite (Dawisha, 1983).

2. Le rapprochement stratégique discret avec Israël

Certaines décisions et attitudes peuvent éclairer l'abandon progressif et discret de la position que tenait le Royaume saoudien à l'égard d'Israël.

Dans les années 1960 dans le cadre de la guerre au Yémen, Riyad avait coopéré en faveur du camp royaliste opposé aux nationalistes qui étaient alors épaulés par Gamal Abdel Nasser. Cela indiquait que l'opposition de Riyad à Israël était en train de s'estomper, au profit d'une position plus opportuniste, à un moment où il était essentiel de garantir la stabilité et la sécurité du pays (Marteu, 2018).

De la même manière, la guerre des Six Jours a changé la perception qu'avait l'Arabie saoudite vis-à-vis de l'État hébreu : Riyad était désormais converti à l'idée que l'État juif ne risquait pas de disparaître. Ce constat a favorisé un tournant vers une posture davantage pragmatique. Ce pragmatisme peut s'illustrer par le mémorandum qui a été envoyé en 1969 par le Royaume aux représentants américains sur la politique saoudienne du roi Faysal. Bien que le monarque ait fait part de son inquiétude à l'égard des visées expansionnistes israéliennes, il présente le pays seulement en tant que « *interested by stander* » qui ne peut parler aux noms des autres nations arabes qui sont impliquées de manière directe. De plus, le roi Faysal est enclin à accepter les demandes

de l'État hébreu dans la mesure où celles-ci seraient acceptables et via une compensation (Algashian, 2019).

De plus, en 1973, l'Arabie saoudite s'est abstenue de prendre part aux combats contre Israël, quoique son rôle dans l'embargo pétrolier décrété par l'OPEP a eu un impact indirect sur le conflit (Marteu, 2018). Fürtig (2002) souligne ainsi que « *the best period in the relationship between Iran and Saudi Arabia has been in the years between 1968 and 1979* » (p.12). Cette évolution de l'attitude saoudienne pourrait se comprendre à travers la théorie de la **dissonance cognitive** élaborée par Jervis. Ce concept qui, comme il a été vu plus haut, a été abordé dans le domaine de la psychologie sociale avec Festinger en 1957, a pour principe que les individus sont à la recherche d'une justification solide à leur comportement.

En effet, Riyad s'est quelque peu éloigné de sa posture initiale pour adopter une posture plus pragmatique à l'égard d'Israël, ce qui venait perturber le narratif officiel hostile que le pays avait adopté en accord avec son soutien à la cause palestinienne. Cette évolution justifiait dès lors le rapprochement stratégique débuté avec Israël. La théorie de la dissonance cognitive apporte des éléments de réponse afin de comprendre comment les discours centrés sur la menace israélienne et le soutien à la cause palestinienne ont évolué vers une rhétorique anti-iranienne et anti-chiite. En cherchant à réduire leur dissonance, une évolution a eu lieu dans l'attitude saoudienne en vue de réduire la menace israélienne. Cela semble s'être principalement traduit par l'amplification de la menace iranienne.

En conclusion, avant 1979, l'Arabie saoudite considérait qu'Israël était une menace majeure, mais surtout pour des raisons idéologiques et économiques. Cette logique était étroitement liée à la question palestinienne d'un côté, et de l'autre était motivée par la rivalité sur le plan idéologique avec le sionisme.

Toutefois, malgré cette position officielle que l'Arabie saoudite se devait d'endosser, un certain nombre d'indices ont montré que Riyad allait petit à petit se tourner vers une approche plus pragmatique, malgré une rhétorique encore axée sur le soutien à la Palestine. Effectivement, les autorités saoudiennes se sont progressivement désengagées de l'effort arabe dans le conflit israélo-arabe, comme il l'a été expliqué plus haut. Ainsi, dès la révolution islamique, l'Iran va devenir progressivement le nouvel ennemi « existentiel » de la famille régnante Al-Saoud. Ce déplacement dans

la perception de la menace sera donc analysé dans les chapitres qui suivent afin de comprendre les motivations et facteurs qui l'ont influencée.

CHAPITRE 3 : L'EVOLUTION DE LA MENACE PERÇUE A TRAVERS L'ANALYSE DE DEUX HYPOTHESES

Partie 1 : La Révolution islamique de 1979 – le basculement dans la perception de menace de l'Arabie saoudite

1) La sécuritisation du chiisme

1.1. La désignation religieuse et idéologique de l'Iran comme menace

L'année 1979 marque le début d'une nouvelle ère pour l'Iran, qui tombe dans les mains des extrémistes religieux menés par l'Ayatollah Khomeini, qui, avec la Révolution islamique, fit tomber le régime du Shah d'Iran, Reza Pahlavi. Le régime iranien tente alors d'exporter l'idéologie chiite dans la région. Le leadership de Riyad se voit contesté par les tentatives de la République islamique d'Iran visant à endosser le rôle de leader régional.

Cette révolution est accompagnée d'une tentative d'exportation par le leadership iranien, où Khomeini (1980) déclare :

« We should try hard to export our revolution to the world, and should set aside the thought that we do not export our revolution, because Islam does not regard various Islamic countries differently and is the supporter of all the oppressed people of the world. On the other hand, all the superpowers and all the powers have risen to destroy us. If we remain in an enclosed environment we shall definitely face defeat. We should clearly settle our accounts with the powers and superpowers and should demonstrate to them that, despite all the grave difficulties that we have, we shall confront the world with our ideology » (Khomeini dans MERIP, 1980).

Il est clair que cette rhétorique agressive a suscité de vives inquiétudes au sein des pays du Golfe, et en particulier l'Arabie saoudite. Cette politique expansionniste a été interprétée comme une tentative de déstabilisation de la région et surtout comme un

moyen de renverser les régimes monarchiques du Golfe (Kechichian, 1999). Cet événement significatif marque donc le point d'entrée qui a marqué un shift dans la perception de la menace israélienne originelle.

Avant la révolution de 1979, et surtout durant la période où le Shah d'Iran était au pouvoir, l'Arabie saoudite et l'Iran étaient tout à fait en mesure de coopérer. Leurs relations étaient considérées comme normales, et aucun problème majeur ne venait ternir la donne. Ce climat d'entente existait malgré le fait que la plupart des populations iraniennes étaient chiites et qu'en Arabie saoudite, la majorité de la population était d'appartenance sunnite (Majin, 2016). L'Iran n'était pas perçu comme un concurrent en matière de religion pour le royaume wahhabite, en partie parce que le régime du chah n'avait pas fait de la religion chiite un pilier de sa politique intérieure et étrangère (Adisönmez et al., 2022).

D'ailleurs, dans la vision de l'autorité saoudienne, l'Iran n'a pas tout de suite été perçue comme une menace existentielle. D'ailleurs, entre les années cinquante et 1979, les deux États étaient engagés dans la « *Twin Pillar Diplomacy* » américaine, et ont combattu tous deux le communisme (Gimenez Cerioli, 2018). Initialement, selon la famille régnante Al-Saoud, Téhéran et Riyad partageaient désormais un gouvernement guidé par les mêmes principes islamiques, ce qui les poussa à saluer le changement de direction que la structure de pouvoir iranienne était en train de connaître (Weddington, 2017).

Certains signes avant-coureurs auraient pourtant dû pousser le Royaume saoudien à se méfier de son voisin persan. Effectivement, dans le narratif du guide suprême Khomeini, l'émphase est souvent mise sur l'incompatibilité de la monarchie avec l'Islam. Pour la famille Al-Saoud, la chute du Shah était causée par ses visées de modernisation, ce qui les mettait à l'abri étant donné qu'elle se considérait comme l'exact opposé du shah d'Iran (Weddington, 2017). Tout d'abord, Khomeini et le régime révolutionnaire qui venait d'être instauré s'est donné comme but de faire la promotion d'une idéologie dans le monde musulman qui se voulait profondément anti-impérialiste et anti-monarchique (Meyssan, 2020).

1.2. Le moi vs l'autre : le sunnisme wahhabite face au chiisme iranien

La perception de la menace iranienne était avant tout une construction des valeurs propres à l'Arabie saoudite, c'est-à-dire leur interprétation wahhabite de l'islam sunnite, qui se heurtaient au gouvernement iranien chiite (Rakipoğlu, 2017).

En réalité, c'est **la sécurité ontologique** de l'Arabie saoudite qui était mise en danger par la nouvelle identité que prenait alors l'Iran à l'aube de la Révolution islamique. Le régime saoudien, fort de son identité bien distincte, à savoir le panislamisme, craignait que l'Iran révolutionnaire n'endosse aussi une identité panislamique similaire, ce qui mettait en danger la stabilité même de l'identité du régime. Ce constat perçu par Riyad poussa le pays à passer du panislamisme à un islam sunnite, afin de rétablir sa sécurité ontologique. Cette nouvelle identité à travers le moi (l'Islam sunnite) auquel s'opposait l'autre (l'Iran chiite) a donc permis de définir l'identité saoudienne (Darwich, 2015).

La religion a indéniablement exercé un rôle fondamental dans la formation des identités individuelles et collectives du pays, tout en contribuant à asseoir ses valeurs nationales. Dans les années 1740, Muhammad Ibn Abd al-Wahhab, un érudit musulman, prône la doctrine wahhabite, appelant à un retour aux pratiques religieuses, sociales et politiques originelles de l'islam, selon l'exemple du prophète Muhammad et ses contemporains. Il insiste sur l'observance exclusive du Coran et de la Sunna comme références fondamentales, tout en rejetant l'ajout d'innovations (Nevo, 1998).

En fait, la révolution islamique a fortement impacté l'Iran au niveau identitaire. De fait, l'identité de l'Iran s'est vue altérée, ce qui a forcément modifié ses relations avec d'autres États. La dimension relationnelle, rappelons-le, fait partie intégrante de l'identité d'un acteur. En prenant le constat qui considère que cet acteur se définit sur la base de la distinction « soi-autre », sa propre identité (le « soi ») sera impactée par les changements dans l'identité de l'autre, c'est-à-dire qu'elle pourrait être sujette elle aussi à des changements. L'identité iranienne a été modifiée depuis la révolution de 1979 : elle passe à une république islamique de type populiste, laissant derrière elle la monarchie (Darwich, 2015).

Cette transformation identitaire de l'Iran, bien loin de se limiter à son territoire, suscitait en fait beaucoup d'inquiétude dans la région, et surtout pour l'Arabie

saoudite. Cette crainte va en fait se manifester particulièrement sur le plan domestique, et c'est ce que le point suivant abordera.

2) Conséquences internes pour Riyad

Si l'on se penche sur la dimension domestique, ce qui inquiète potentiellement plus l'Arabie saoudite, ce sont les populations chiites minoritaires en son sein. Bien que cette minorité ne représente qu'une petite partie de sa population, elle se trouve néanmoins dans la région du Hassa, un endroit stratégique abritant la plupart des puits de pétrole nationaux. Ainsi, toute mouvement de rébellion suscite de fortes inquiétudes, car il mettrait en péril l'industrie pétrochimique du pays, qui fonctionne grâce à une main d'œuvre composée en grande partie de cette minorité. D'autant plus que les chiites saoudiens, isolés à bien des égards du reste de la population seraient, selon les autorités, ouverts aux discours contestataires iraniens ou irakiens (Leverrier, 1996).

Le poids numérique de cette minorité dans la région a de tout temps préoccupé le gouvernement saoudien, mais c'est encore plus vrai depuis la Révolution islamique, lorsque l'Iran a exhorté les chiites des pays arabes du Golfe à faire tomber leurs dirigeants « corrompus ». Ces inquiétudes se sont concrétisées en 1979 avec les émeutes qui se sont produites à Al Qatif, chef lieu de la région du Hassa, et qui se sont répétées l'année suivante (Rigoulet-Roze, 2009).

Ces événements mettent ainsi en lumière la première sphère dans laquelle le processus de sécuritisation s'opère : la **désignation de la menace**.

3) La guerre Iran-Irak : entre considérations géopolitiques et inquiétudes domestiques

En 1980, le régime irakien baasiste décide d'envahir l'Iran et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'objectif est de porter atteinte à la révolution iranienne. Ensuite, le but est de reprendre le fleuve confluant du Tigre et de l'Euphrate, le Chatt Al-Arab. Enfin, en opérant un rapprochement avec les pays du Golfe, Bagdad tente de rompre son isolement, voire même d'endosser un statut de leader dans la région (Gresh & Vidal, 2007). La guerre Iran-Irak, qui se terminera en 1988, sera un événement majeur car elle renforce le sentiment saoudien que l'Iran est un acteur expansionniste qui menace la stabilité de la région.

La **guerre Iran-Irak** n'a fait que renforcer les craintes de Riyad selon lesquelles l'Iran visait à déstabiliser la région. Le pays a vu dans ce conflit une menace directe pesant sur sa sécurité, ce qui l'a poussé à soutenir l'Irak de manière militaire et financière. Dans ce contexte, pas loin de 25 milliards de dollars américains ont été alloués à l'Irak, et ce malgré le fait que l'Arabie saoudite se soit déclarée neutre (Ulrichsen, 2013). En plus de cette tentative de contenir l'influence iranienne, l'Arabie saoudite est aussi confrontée à des tentatives de l'Iran de perturber ses exportations pétrolières via le Golfe puisqu'en 1982, le Royaume saoudien se fait menacer par la République islamique d'une isolation au sein de l'OPEP (Elyassi, 2018).

La création du Conseil de coopération du Golfe

Le 4 février 1981, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, Oman, le Koweït et le Bahreïn se retrouvent à Riyad et décident d'organiser la coordination de leurs politiques (surtout en matière économique et sociale) au sein d'une organisation toute nouvelle : « le Conseil de coopération des États du Golfe arabe ». L'Irak n'est pas convié à rejoindre le CCG, une décision qui a été prise sous le prétexte suivant : l'engagement irakien dans une guerre avec l'Iran. Depuis 1980, Saddam Hussein avait tenté de créer ce type d'organisme, en promouvant l'idée d'une « charte nationale arabe » qui exclut la présence américaine dans le Golfe et en s'avancant comme le protecteur des monarchies menacées par l'Iran depuis 1979. Cependant, malgré un soutien financier au régime irakien, les pays du Golfe s'inquiètent d'une propagation éventuelle du conflit sur leur territoire (Da Lage, 2022).

Si dans le passé, les petites monarchies du Golfe se sont appuyées sur l'Iran et l'Irak ou encore les États-Unis pour contrebalancer l'influence saoudienne, la menace que représentait la révolution iranienne et la guerre Iran-Iraq pour leur sécurité les ont poussés à se rapprocher de Riyad, se rendant compte de leur vulnérabilité. Ce qui les poussa à accepter la formation du CCG était lié à l'abandon de la crainte de voir Riyad établir son leadership dans la région (Gause III, 2009) face à la menace iranienne.

De son côté, l'Arabie saoudite a renforcé ses liens avec ces pays du Golfe, via le CCG, afin de contenir l'influence de l'Iran grâce à une coordination de leurs politiques étrangères respectives (Erdoğan, 2022).

La guerre Iran-Irak et le CCG à la lumière de la théorie de l'équilibre de la menace

La création du CCG peut être comprise sous la loupe de la théorie de l'équilibre de la menace de S. Walt. Comme le souligne l'auteur, en 1987, le CCG « *is a balancing alignment intended to limit potential pressure from both Iran and the Soviet Union* » (p. 270). Ainsi, pour tous les membres du CCG, l'Iran constituait une menace pour deux raisons. La première était son expansionnisme dans des pays de la région (tels que la Syrie, l'Irak, le Liban et le Yémen). La deuxième était liée au fait que les populations chiites pouvaient être sensibles à sa facette sectaire à sa détermination à exporter la révolution islamique dans d'autres pays (Erdoğan, 2022).

Ainsi le soutien de l'Arabie saoudite à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran s'analyse le mieux sous la théorie de l'équilibre de la menace ou « *balance of threat theory* ».

Parce qu'elle estimait que l'Iran constituait à la fois une menace interne et externe, l'Arabie a apporté son soutien au régime irakien. Ainsi c'était la survie du régime qui était en jeu : la sécurité nationale du pays se trouvait directement menacée par l'opposition de l'Iran au maintien du statu quo, comme l'a perçu Riyad, ce qui explique son soutien à Bagdad (Rakipoğlu, 2017).

Pendant le conflit Iran-Irak, Riyad a choisi de s'allier avec Bagdad afin de contrer la menace posée par Téhéran, qui était perçue comme un défi au *statu quo* régional. Selon Walt, les États préfèrent généralement équilibrer une menace plutôt que de chercher à contester la montée en puissance de pays moins agressifs. L'Arabie saoudite a vu en l'Irak un allié stratégique face à l'Iran, jugé plus agressif pour la stabilité régionale. Cette alliance reflète le fait que les États forment des partenariats en fonction du niveau de menace à leur sécurité, plutôt que sur la seule base de la puissance d'une nation. Dans les années 1980, pour répondre à la menace perçue de l'Iran, l'Arabie saoudite a apporté son soutien à l'Irak tout au long de la guerre (Calvo, 2023).

Mais la sécurité physique n'était pas directement à l'origine de la posture saoudienne face à l'Iran. En réalité, c'est l'insécurité ontologique perçue par Riyad qui l'a conduit à percevoir une insécurité physique (Darwich, 2019).

2) Rivalité pour le leadership du monde musulman

1. Le rôle de leader du monde musulman

La **théorie du rôle** élaborée par Holsti est particulièrement intéressante pour mettre en lumière les facteurs qui ont mené à une perception de l'Iran en tant que menace

existentielle. Dès la révolution islamique, tant les autorités saoudiennes qu'iraniennes ont utilisé l'Islam pour légitimer leur pouvoir à l'intérieur du pays et leur donner de la crédibilité à l'étranger. C'est donc sans surprise que l'on a pu assister à un affrontement provoqué par leurs différences idéologiques (Weddington, 2017). Le rôle de leader du monde musulman que Riyad comptait endosser s'est heurté aux enjeux idéationnels liés à la révolution islamique. En effet, l'Arabie saoudite, qui se profile comme le **gardien des lieux saints de l'islam**, se heurte au narratif anti-saoudien de Téhéran (Therme dans El Karoui, 2017). Cette confrontation se manifeste dans le contexte de la guerre Iran-Irak où l'Arabie saoudite profite de l'intermédiaire irakien pour contrecarrer les visées de propagation de l'islam politique du régime iranien (Levallois & Therme, 2016).

Ces tensions sont à l'apogée en 1987, lorsque des pèlerins iraniens manifestent contre le régime saoudien pendant le Hajj⁶, ce qui entraîna la mort de plusieurs d'entre eux. Face aux manifestations, Riyad condamne quant à lui les « agissements terroristes et destructeurs des dirigeants de Téhéran » (*Août 1987 dans le monde*, 1987), invoquant cette situation pour étayer l'idée que l'Iran était un fauteur de troubles religieux. Téhéran accuse alors Riyad d'être incapable de remplir ce rôle (*Août 1987 dans le monde*, 1987). Dans un communiqué radio, le guide suprême (Khomeini dans the NY Times, 1987) s'adresse aux pèlerins en ces termes :

« It is not surprising to see the contaminated hands of the United States and Israel emerging from the sleeves of devious people, the ringleaders of Saudi Arabia and the traitors to the two holy shrines, and then taking aim at the hearts of the best Moslems, the dear ones, the guests of God. It is not surprising to see those who lay claim to guarding Mecca and the House of God drenching Mecca's streets and side streets with the blood of Moslems ».

Il poursuit ensuite son discours en disant :

« If we wanted to prove to the world that the Saudi Government, these vile and ungodly Saudis, are like daggers that have always pierced the heart of the

⁶ Le « Hajj » est le symbole du rôle de « gardien des lieux saints » endossé par le Royaume saoudien.

Moslems from the back, we would not have been able to do it as well as has been demonstrated by these inept and spineless leaders of the Saudi Government. (...)The al-Saud family is not worthy of being in charge of the hajj and Kaaba affairs. The Moslems and the intellectuals should think of an alternative ».

Ces événements font apparaître une dynamique de confessionnalisation du conflit. En effet, face à l'Iran qui consolide son emprise sur les communautés chiites, l'Arabie saoudite multiplie les efforts afin que les idées révolutionnaires de l'Iran ne touchent ces populations (tant chiites que sunnites). Dans cette optique, le gouvernement saoudien s'emploie à diaboliser l'Iran et adhère à un crédo qui sera marqué par un prosélytisme anti-chiite. Parallèlement, Riyad poursuit une politique dont l'objectif est d'exporter activement le wahhabisme pour contrer les mouvements alignés sur Téhéran qui gagnent du terrain au sein des communautés chiites (Lacroix, 2024). Pendant cette période, Téhéran accuse le Royaume wahhabite d'être des agents à la solde des américains et appelle à la destruction du régime. En fait pour le régime iranien, l'Arabie saoudite dépeint surtout une vision erronée de l'islam. Ces tensions vont finalement se traduire par une rupture des relations diplomatiques irano-saoudiennes en 1988 (Snégaroff, 2016).

Ainsi, chacun des deux États s'accusant l'un l'autre, la dynamique confessionnelle de ces tensions a été le moteur de leur rivalité, dans laquelle tant l'Iran que l'Arabie saoudite ont opéré une sécuritisation réciproque.

L'invasion du Koweït par Saddam Hussein, un changement d'alliance pour Riyad

La première guerre du Golfe est un événement qui vient perturber de manière considérable la perception de menace de l'Arabie saoudite. D'abord, c'est une menace militaire immédiate, car lorsque Saddam Hussein prend la décision d'envahir le Koweït en 1990, ses troupes vont être positionnées près de la frontière de la province orientale saoudienne, connue pour sa richesse en pétrole. Ensuite, la monarchie des Al-Saoud se trouve menacée aussi sur le plan idéologique car une autre monarchie du Golfe, celle du Koweït, a été renversée. Enfin, la menace est aussi de nature domestique, compte tenu de la propagande de Saddam Hussein qui exhortait la population saoudienne à se soulever contre son gouvernement (Legrenzi, 2019).

La stratégie d'équilibre de la menace, déjà utilisée par Riyad lors de la guerre Iran-Irak, sera à nouveau de mise, sauf que cette fois c'est le Koweït que l'Arabie saoudite décide de soutenir (Rakipoğlu, 2017). En s'unissant avec le Koweït, Riyad pouvait ainsi équilibrer la menace que représentait l'Irak de Saddam Hussein.

Les années qui ont suivi la première guerre du Golfe vont être marquées par une continuité dans l'attitude suspicieuse de l'Arabie saoudite à l'égard de l'Irak de Saddam Hussein, qui reste une menace. Inversement, les relations irano-saoudiennes vont s'améliorer (Legrenzi, 2019). En effet, à la fin des années 1980, l'Iran adopta une approche plus pragmatique en matière de politique étrangère, ouvrant ainsi la voie à la reprise des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite en 1991 (Reinke de Buitrago, 2015). L'après guerre du Golfe a donc ouvert une période de détente entre les deux pays, qui percevaient tous deux l'Irak comme une menace (depuis la guerre Iran-Irak, l'Iran s'était positionné contre l'Irak, tandis que l'Arabie saoudite jugeait l'Iran moins susceptible de menacer sa sécurité que l'Irak (Jahner, 2024).

Cette période de détente, qui s'étend de 1991 à 1997, sera suivie par une période de véritable rapprochement, allant de 1997 à 2007 (Hadzikadunic, 2019). La mort de l'Ayatollah Khomeini a d'ailleurs participé à apaiser les tensions qui avaient marqué les deux pays. Avec la mort du guide suprême s'envole la peur de l'exportation de la révolution (Weddington, 2017).

Limites à l'aspect religieux

Au-delà de l'expansionnisme iranien, la révolution islamique représentait également une menace de type idéologique pour l'Arabie saoudite, qui voyait en elle un rival pour la domination sur les rives du Golfe. L'Iran fait en effet obstacle au statut de pilier régional de Riyad depuis 1979 et entend proposer une gouvernance islamique alternative au modèle social et politique bipolaire saoudien. La menace était également liée à la possibilité d'une influence de l'Iran sur le Moyen-Orient qui pourrait être établie d'une manière traditionnelle, à savoir militairement ou financièrement. Une telle capacité risquait d'attirer les pays arabes chiites auprès de sa cause (Boussois, 2019).

Cependant, pour un certain nombre de spécialistes, c'est bien le **facteur politique** qui se situe au cœur des relations conflictuelles entre l'Iran et le Royaume saoudien, une

perspective que partage Bernard Hourcade, spécialiste de l'Iran, et directeur de recherche au CNRS. Selon l'auteur, le processus de diabolisation de l'Iran entamé par l'Occident après la révolution iranienne a propulsé les monarchies du Golfe, dont l'Arabie saoudite, au rang d'alliés de l'Occident et de ses intérêts régionaux (Hourcade dans Voignac, 2016). Ce facteur politique apparaît dans le ravivement des tensions à ce moment, tensions qui ont été provoquées par les critiques émises par la République islamique d'Iran à l'égard du régime politique de son voisin (Chaker, 2017).

La caractéristique politique de la révolution islamique serait donc le facteur qui a mené les pays voisins de la région à craindre l'Iran et la menace que le pays représentait, là où le facteur chiite n'apparaît pas comme étant l'élément majeur déclencheur de cette inquiétude. En effet, les religieux prenant alors les rênes du pays entendaient à la fois se positionner contre la suprématie occidentale et du bloc communiste et de conforter les populations musulmanes dans leurs aspirations d'indépendance de façon à ce que les despotes soient détrônés. Dans cette lutte à l'esprit tiers-mondiste, c'est bien l'entière communauté des croyants (l'*Umma*) qui était ciblée afin qu'elle devienne une puissance politique significative apte à défier l'Occident, et non la minorité chiite (Hourcade, 2016).

Partie 2 : 2003 – l'expansion de l'influence iranienne après la chute de Saddam Hussein

1. Un nouveau contexte géopolitique

Cette nouvelle situation dans laquelle l'Iran se retrouvait renforcé a créé un véritable sentiment d'isolation au sein de l'Arabie Saoudite, ce qui s'est manifesté par une nouvelle interprétation de l'influence grandissante de l'Iran en tant que « menace existentielle » (Grabowski, 2020).

Dans ce contexte, les dynamiques sécuritaires du Golfe vont se modifier dès l'intervention américaine menant à la chute du régime irakien, un événement qui peut être analysé sous le prisme du **complexe de sécurité régional** de l'École de Copenhague. De fait, selon la conception de Buzan & Waever, toute intervention extérieure engendre une reconfiguration des complexes de sécurité régionaux. Cette

reconfiguration s'explique surtout par le fait que de nouveaux déséquilibres sont ainsi créés (Buzan & Waeber, 2003). Ainsi, l'intervention américaine en Irak a marqué un nouveau tournant puisqu'elle a bouleversé l'équilibre des puissances dans le contexte de la rivalité géopolitique irano-saoudienne (Kural, 2020). F. Grégory Gause III (2014) décrit cette dynamique comme une nouvelle guerre froide au Moyen-Orient, où l'Iran et l'Arabie saoudite se retrouvent dans une lutte d'influence via leurs soutiens à des alliés, plutôt que par une confrontation militaire directe. Dans cette logique, l'Arabie saoudite se doit de contrer l'influence de Téhéran perçue comme venant menacer la stabilité de la région d'une part et la légitimité de l'Arabie saoudite d'autre part (pp 1-5). Lorsque l'Irak de Saddam Hussein se désintègre, l'ordre géopolitique se trouve fortement bouleversé, puisque l'Irak ne fait désormais plus office de balancier face à l'Iran (Kural, 2020).

Vers une émergence de l'Iran comme puissance régionale

La chute de Saddam Hussein a été une aubaine pour la République islamique d'Iran : cet événement lui permettait d'exercer son influence. En effet, profitant du vide de pouvoir provoqué par l'effondrement de l'Irak après l'intervention américaine, Téhéran y voit une opportunité de se positionner en tant que puissance régionale. Ce rôle s'exprime notamment par le soutien actif de Téhéran à la cause palestinienne. En se présentant comme le chef de file du monde musulman, l'Iran s'inscrit en opposition à l'Arabie saoudite et se positionne comme l'avant-garde islamique dans la lutte contre Israël, les États-Unis et surtout un Occident qui est vu comme un acteur de la déstabilisation au Moyen-Orient (Dumont, 2007).

Ainsi, malgré un apaisement dans les années 90 et début 2000, l'identité nationale respective de l'Arabie saoudite que de l'Iran était fort empreinte de suspicion à l'égard de l'autre. C'est la raison pour laquelle, lors de la guerre d'Irak survenue en 2003, les relations entre les deux pays ont été imprégnées d'une rhétorique de rivalité. En effet, l'Irak apparut alors comme un nouveau foyer de compétition (Gimenez Cerioli, 2018).

2. Le croissant chiite et le rôle du sectarisme

En 2004, le roi Abdallah de Jordanie se fait le défenseur du concept de « croissant chiite », associant l'Iran à un réseau d'alliés régionaux. Préoccupé par la véhémence

avec laquelle le régime iranien tente d'étendre l'influence chiite au Moyen-Orient, le roi fait état de la menace que pose l'arrivée de ce « croissant chiite » (Moniquet & Dombret, 2009). Ce croissant géographique partirait de l'Iran à l'Irak, en passant par le Bahreïn, le Koweït et l'Arabie saoudite, et engloberait également la Syrie et le Liban (Rabi, 2009).

Le contexte de cette notion se trouve dans la période à la veille des élections législatives en Irak après la chute de Saddam Hussein. La principale préoccupation, autant pour le roi de Jordanie que pour d'autres gouvernants arabes, était en réalité de voir une consolidation d'une religion considérée comme le moyen par excellence par lequel l'Iran propage son influence. Ainsi, la crainte de voir s'établir une autre version de l'islam en Irak n'était donc pas à l'origine de cette réaction. Aussi, c'est précisément l'ingérence iranienne dans le déroulement des élections dans l'Irak post-Saddam Hussein qui a été dénoncée par Abdallah de Jordanie. Cette formulation de « croissant chiite » destinée à rendre compte de la manière dont la République islamique exerçait son influence dans la région représentait ainsi parfaitement la mentalité des dirigeants arabes à l'égard de l'Iran et du chiisme, ce qui explique son succès (Louër, 2009).

Dans cette optique, ce genre de discours démontre comment les régimes arabes tirent parti de la dimension chiite et iranienne dont sont empreintes les visées de l'Iran, lesquelles viendraient menacer la totalité des arabes sunnites, l'objectif étant de favoriser le soutien populaire à leurs démarches anti-iraniennes (Wehrey et al., 2009). D'ailleurs, comme l'explique Haddad (2013) : « tout au long du 20^e siècle, les relations sectaires en Irak ont été encadrées par les prismes de l'État-nation, de l'ethnicité et de l'inclusion ou de l'exclusion nationale plutôt que religieuse » (p.13). Sauf l'Arabie saoudite qui depuis toujours, place l'identité et l'exclusion sectaires comme faisant partie des questions de religion et de doctrine religieuse (Haddad, 2013).

Le roi Abdallah de Jordanie (dans Wright & Baker, 2004) déclare d'ailleurs que :

« If Iraq goes Islamic republic, then, yes, we've opened ourselves to a whole set of new problems that will not be limited to the borders of Iraq. I'm looking at the glass half-full, and let's hope that's not the case. But strategic planners around the world have got to be aware that is a possibility, »

Cette perspective alimente l'idée selon laquelle l'Iran chercherait à enclaver et déstabiliser les puissances sunnites du Golfe qui ont une population chiite sur leur territoire. Il poursuit en disant que :

« Even Saudi Arabia is not immune from this. It would be a major problem. And then that would propel the possibility of a Shiite-Sunni conflict even more, as you're taking it out of the borders of Iraq ».

Ce discours a donc été essentiel dans le processus de **sécuritisation** de l'Iran par l'Arabie saoudite puisque dans son discours, le roi jordanien insinue que l'Iran contrôle les populations chiites et que ces dernières sont des « cinquièmes colonnes » (Mabon, 2018a). Cette allusion aux « cinquièmes colonnes » doublé d'une fragmentation politique en Irak après le départ de Saddam Hussein font office de « **conditions facilitantes** », la deuxième sphère dans lequel le processus de sécuritisation s'opère (Mabon, 2018a). En effet, le régime sunnite saoudien a prioritairement opéré une stratégie de « *balancing* » contre ses populations chiites instables, perçues en tant que « cinquième colonne » de l'Iran. *In fine*, ce *balancing* allait à l'encontre de tous les groupes non-étatiques proches qui étaient perçus comme ayant un lien avec le régime islamique d'Iran (Bianco, 2018). L'audience elle, a une double signification. Dans le contexte du discours sur le croissant chiite, c'est surtout l'audience interne qui est mobilisée, c'est-à-dire la population saoudienne. L'audience externe se rapporte aux États-Unis mais couvre, elle, une période plus récente de la sécuritisation de l'Iran (Mabon, 2018a).

Partie 3 : 2011 – Les Printemps arabes et le renforcement de la rhétorique sectaire

1. Les Printemps arabes, un événement clé

En 2011, une vague de manifestations va ébranler une partie du Maghreb, puis le Moyen-Orient, avec un objectif majeur : le besoin d'une vraie démocratie, le droit de choisir le gouvernement, et des élections libres. Débuté en Tunisie, la contestation populaire va ensuite toucher l'Égypte, puis la Libye. À l'Est, ce même élan se poursuit, comme au Yémen, au Bahreïn, et en Syrie (Chehida, 2021). Cet événement va venir

modifier la situation pour l'Iran qui en profite pour poursuivre une politique étrangère plus affirmée dans la région (Karagiannis, 2016).

Pour Bernard Hourcade, l'année 2011 est synonyme d'une renaissance pour l'Iran « après quatre décennies de mise à l'écart » (Hourcade, 2016). Ses visées révolutionnaires renaissent ainsi, ce qui marque une étape majeure dans l'évolution de la perception de menace chez l'Arabie saoudite. Les minorités chiites présentes sur le territoire saoudien qui composent 10% de la population du pays, sont une source de préoccupations (Makinsky, 2011). Ce sont ces éléments qui ont ainsi renforcé la volonté de changement d'orientation dans la politique étrangère saoudienne. Le régime pris alors le rôle de « facilitateur régional », loin du rôle de médiateur neutre qu'il avait endossé jusqu'à présent (Erdoğan, 2022). Riyad a donc voulu renforcer ses alliances, (comme par exemple avec l'Égypte et la Jordanie) afin de pouvoir établir un « axe sunnite » en réponse à sa perception de l'« arc chiite », dont l'Iran et ses visées d'hégémonie régionale, (Echagüe, 2013) en était l'investigateur.

Selon Abdo (2013), en plus d'avoir généré des tensions dans la région, les tensions entre sunnites et chiites, que les Printemps arabes avaient renforcées, ont eu comme effet de transformer les défis basiques auxquelles la société islamique était confrontée. Il en résulte que la religion et l'ethnicité sont des critères de mobilisation qui priment sur la question palestinienne. En fait dans son analyse, Abdo soutient qu'il ne suffit pas de s'appuyer sur la dimension sectaire pour espérer comprendre les visées étatiques. D'où son idée de prendre en compte les acteurs locaux tout en tenant compte des visées de l'Iran, de l'Arabie saoudite et des États-Unis (Striegel, 2015).

2. La place du sectarisme dans la rivalité irano-saoudienne

Il est essentiel de se pencher sur les conséquences des Printemps arabes pour comprendre comment ils ont influencé les narratifs autour de la sécurité de la région. Avec les Printemps arabes, le profil de la politique intérieure des pays arabes du Moyen-Orient va se modifier. De fait, ces événements perturbateurs ont favorisé la recrudescence du **sectarisme** chiite-sunnite (Neo, 2020).

Cependant, cette dynamique sectaire ne semble pas être un facteur communément admis chez tous les académiciens. Augustus R. Norton, qui s'est penché sur la dimension sectaire de la division entre les sunnites et les chiites, estime, lui, que le clivage sunnite-chiite n'est pas toujours un moteur de division qui serait au cœur des narratifs. Il explique d'ailleurs qu'avant les Printemps arabes, l'Iran était même perçu comme une puissance régionale en plein essor et que le pays était très apprécié par les pays arabes (Monier, 2015). L'Arabie Saoudite cherche avant tout à contrer l'influence iranienne dans la région et à empêcher toute propagation de cette influence au sein des pays arabes du Golfe.

Cependant, la stratégie actuelle visant à isoler et contenir l'Iran présente-t-elle les mêmes dynamiques que celle qui a façonné la politique étrangère saoudienne après la Révolution iranienne de 1979 ? À cette époque, le Royaume adoptait une position relativement mesurée envers l'Iran, contrastant avec l'attitude plus agressive qui a émergé après les révoltes du Printemps arabe. En effet, la situation géopolitique qui a suivi ces révoltes a offert à l'Iran une opportunité d'intensifier ses ambitions expansionnistes, alimentant ainsi un sentiment de menace chez les autorités saoudiennes (Da Lage, 2022).

Ainsi, analyser cette rivalité sous le seul aspect de la religion consisterait à simplifier la situation. En réalité, l'aspect sectaire, bien qu'étant important pour comprendre la rivalité irano-saoudienne, n'est pas l'unique facteur qui entre en jeu. Bien que l'identité de l'Arabie saoudite soit une base pour comprendre les dynamiques qui entourent les relations des deux pays, il y a aussi une construction de cette identité qui joue un rôle prépondérant.

Si l'on reprend la vision de Bernard Hourcade, les éléments confessionnels sont en fait subordonnés au politique. Les relations conflictuelles entre l'Iran et l'Arabie saoudite ont émergé en raison d'une contradiction profonde dans leurs conceptions de l'autorité politique. Si l'on se tourne vers l'histoire, on peut observer que les chiites considèrent que le successeur légitime du prophète, qui détient la connaissance ésotérique et en est le protecteur, devrait également posséder les droits politiques nécessaires pour gouverner. En revanche, l'Arabie saoudite a toujours favorisé une approche qui maintient le *statu quo*, privilégiant ainsi un autre modèle de pouvoir. Cette divergence fondamentale a été un facteur clé de la tension entre les deux pays (Grumet, 2015). En

fait, au cœur des tensions sectaires qui ont alimenté cette rivalité, se trouvent deux conceptions radicalement opposées des principes de gouvernance islamique (Turan & Nguyen Hoang, 2019).

Le facteur géopolitique est donc essentiel pour comprendre les tenants et aboutissants de la période qui a suivi les printemps arabes. C'est en réalité surtout la rivalité géostratégique qui symbolisait leur compétition. D'un côté, la monarchie saoudienne cherchait à restaurer le *statu quo* qui avait précédé les soulèvements, de l'autre le régime islamique iranien adoptait une approche opportuniste en vue de redéfinir l'équilibre régional à son avantage. Ce constat explique ainsi leur concurrence en matière d'ordre géostratégique. Chacun estimait qu'il avait la possibilité de modifier sa position géopolitique en vue d'instaurer sa propre vision d'un ordre géopolitique qui lui serait plus favorable (Algashian, 2024).

Perception de l'Arabie saoudite face à la menace iranienne chiite en 2011

Les manifestations de 2011, principalement menées par des citoyens chiites dans la province orientale, riche en pétrole, ont révélé une dynamique complexe. Le rejet du wahhabisme par ces manifestants a conduit les autorités à percevoir ces événements comme une menace extérieure à la sécurité nationale, tout en ayant des implications internes. Cette situation a mis en lumière plusieurs aspects cruciaux. D'une part, elle a souligné la vulnérabilité sociale et politique du pays ainsi que la perception des dirigeants à l'égard de ce qu'ils jugent être une menace. D'autre part, la province en question, centre névralgique des ressources pétrolières du Royaume, a ajouté une dimension stratégique particulière à ces manifestations (Bianco, 2018). Les révolutions de 2011 ont fortement affecté la perception de menace pour le leadership saoudien qui craignaient alors que les idées de changement de régime n'affectent le Royaume (Jahner, 2024). Le développement des Printemps arabes eu comme conséquence une remise à jour du rôle saoudien de protecteur des monarchies du Golfe et celui qui consistait à veiller sur la stabilité de la région. Le cas du Bahreïn et d'autres monarchies devenait la priorité dans l'objectif du Royaume de prévenir un changement de régime (Inan, 2023).

3. Intensification des conflits par procuration

Il est donc clair que les soulèvements du « Printemps arabe » ont exacerbé l'antagonisme entre Téhéran et Riyad, les opposant sur plusieurs théâtres de conflit, notamment au Bahreïn, en Syrie et au Yémen (Uddin, 2023).

Les manifestations au Bahreïn

Le cas du Bahreïn est intéressant à analyser pour comprendre à quel point la famille Al-Saoud craint plus l'influence des mouvements de libération chiites sur la minorité chiite présente sur son territoire que la subversion de l'Iran. Cette crainte va se traduire par une réponse violente lors des protestations du Bahreïn (Jahner, 2024). Riyad déploie donc des forces pour mater ce mouvement contestataire en faveur de la démocratie, largement porté par la communauté chiite, tout en accusant l'Iran de fomenter les tensions (Uddin, 2023).

Les visées saoudiennes à Bahreïn résidaient tout d'abord dans le maintien du statu quo (Mirza et al., 2021). En effet, face à ces soulèvements, l'Arabie saoudite a perçu un risque de répercussions immédiates sur la stabilité de la région. D'abord, le risque était que la moindre protestation était susceptible d'entraîner un phénomène de contagion qui allait toucher d'autres minorités de la région. Ensuite, dans le cas où les chiites seraient autorisés à faire entendre leur voix, le gouvernement saoudien était inquiet de l'éventualité d'une montée en puissance de l'Iran au Bahreïn (Rieger, 2013).

Ensuite, un autre objectif du régime saoudien résidait dans le maintien d'un régime allié ainsi que la répression du soulèvement populaire. L'affrontement indirect entre l'Iran et l'Arabie saoudite, qui se déroulait jusqu'alors dans la pénombre, à Bahreïn, s'est donc retrouvé sous les projecteurs (Mirza et al., 2021).

Si l'on considère l'attitude de l'Arabie saoudite à l'égard des soulèvements au Bahreïn à travers la **théorie du rôle** de Holsti, le Royaume saoudien a endossé en fait plusieurs rôles. Le premier est celui de « protecteur de la foi ». Ce rôle permettait à Riyad de pointer du doigt les chiites comme étant la force déstabilisatrice principale de la région, un discours sectaire qui lui bénéficiait. Le deuxième était celui de « leader régional », ce qui permettait de se positionner en tant que leader du Conseil de coopération du Golfe (opération militaire PSF). Le troisième enfin consistait à être le « garant de la stabilité » qui permettait de dénoncer les chiites, et l'Iran à travers ceux-ci, comme étant une source d'instabilité. Dans ce contexte, l'Arabie saoudite a assisté le Bahreïn sur les plan militaire et économique, et a pris la tête de l'opération PSF (Gimenez

Cerioli, 2018). Ainsi, l'assistance apportée à la répression menée de manière concertée à Bahreïn s'inscrit dans le cadre du rôle de garant de la stabilité (Gimenez Cerioli, 2018), un changement d'attitude qui illustre ainsi le « **rôle conception** » qui s'inscrit dans la théorie du rôle de Holsti. En effet, c'est un moment où l'Arabie saoudite se considère comme étant le grand défenseur des populations sunnites et, de manière plus large, de la stabilité dans le Golfe.

Le conflit au Yémen

En fait, le conflit a profondément aggravé la rivalité irano-saoudienne. D'un côté, l'Arabie saoudite mène une coalition d'États arabes afin de venir en aide au gouvernement yéménite. De l'autre, l'Iran se range aux côtés des rebelles Houthis (Ijaz et al., 2023). La détermination de l'Arabie saoudite à contrer de façon dynamique les menaces perçues des activités déstabilisatrices de l'Iran et de ses proxys s'est ainsi illustrée par son intervention militaire au Yémen en 2015 (Ulrichsen, 2020).

L'intervention saoudienne est un cas illustratif de la manière dont la politique étrangère d'un État est conditionnée par un ensemble de dynamiques étatiques internes et par l'environnement mondial et régional dans lequel ils opèrent⁷ (Clausen, 2019).

L'inquiétude des dirigeants saoudiens face à la montée au pouvoir d'un groupe chiite était causée par plusieurs raisons. La première concernait l'influence de l'Iran, qui pour le Royaume, allait se propager dans la région et allait le contenir au sud de ses frontières. La deuxième était d'ordre domestique : l'Arabie saoudite craignait que l'instabilité au Yémen ne se répercute sur son territoire (compte tenu de la présence d'une minorité zaydite située à la frontière sud du Yémen qui aurait pu être inspirée par l'esprit séparatiste des Houthis). La troisième raison concernait la présence même des Houthis, qui ont fait des incursions sur les installations pétrolières de la *Saudi Aramco* (Erdoğan, 2022).

Le conflit en Syrie

La guerre civile syrienne, déclenchée en 2011, a longtemps été le théâtre de la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Téhéran a apporté un soutien actif au régime de

⁷ Voir Morsy, A. (2019). Alliances and Threats in the Middle East: Neoclassical Realism and the Balance of Interest, dans *Shifting Global Politics and the Middle East*.

Bachar el-Assad, là où Riyad s'est principalement aligné avec les forces rebelles. Cependant, au début du soulèvement syrien, dans le contexte de l'expansion du printemps arabe, la dynamique régionale était différente. Les monarchies du Golfe redoutaient alors que ces mouvements populaires ne menacent l'ordre monarchique qui prévalait dans la région (Hwang, 2024). En plus d'un soutien militaire, Riyad a soutenu les rebelles sur le plan idéologique grâce à la mise en place de *Fatwas* destinée à promouvoir le *jihad* à l'encontre du régime d'Assad (Mirza et al., 2021).

Conclusion de la première hypothèse

La première hypothèse consistait à se demander si le facteur religieux était la cause première de la perception de la menace iranienne par l'Arabie saoudite. En réalité, les différents événements qui ont été analysés plus haut montrent à quel point la perception de menace a évolué selon le contexte et les intérêts du royaume saoudien. En effet, durant certaines périodes, les relations diplomatiques se sont réchauffées, et à certains moments ces dernières ont pris le chemin de la rupture.

En fait, leur différend va effectivement au-delà de la question religieuse, les guerres du Golfe et l'intervention américaine dans la région constituant une autre pomme de discorde. Avec l'invasion de l'Irak, l'Iran a pu consolider sa domination et mettre en place un gouvernement chiite pro-iranien en Irak destiné à équilibrer les effets de la guerre Iran-Irak (Rezaei, 2019).

En matière de sécurité par exemple, l'Iran et l'Arabie saoudite défendent deux visions opposées. Tandis que le premier considère que ce sont les pays de la région qui doivent assurer la sécurité, le second s'appuie sur le dispositif sécuritaire des États-Unis, avec lesquels il entretient des relations historiques. Depuis l'invasion de l'Irak, cette divergence de point de vue pris de l'ampleur. En effet, depuis 2003, le leadership saoudien a insisté auprès de ses contreparties américaines sur la nécessité de réduire l'influence florissante du régime iranien dans le pays. Le roi Abdallah, lors de l'apogée de la guerre en Irak, a ainsi enjoint Washington à « couper la tête du serpent » (Mabon et al., 2021).

Ainsi depuis la révolution islamique, le fait que l'Iran condamne toute ingérence occidentale contraste avec l'alignement saoudien sur les États-Unis, ouvrant la voie à un dilemme de sécurité. Mais pour Mabon, cette vision réaliste ne suffit pas à expliquer

la situation. En fait, l'ajout de l'approche constructiviste se révèle nécessaire pour comprendre comment les facteurs internes et sociaux ont influencé la formation de l'identité. Dans ce contexte, le point de vue de Fred Halliday permet de comprendre que la perception de la menace iranienne du régime saoudien repose sur des préoccupations hégémoniques, à savoir la prévention de toute expansion iranienne d'une part, et assurer sa domination sur la situation dans la région du Golfe d'autre part (Uthman, 2021).

Si l'on analyse l'antagonisme irano-saoudien sous le prisme du réalisme, c'est la lutte pour maintenir l'équilibre des puissances dans la région qui en est le catalyseur. En suivant cette optique, leur rivalité peut être vue comme une lutte de pouvoir au niveau géopolitique. Ce qui influence la manière dont cette confrontation s'intensifie ou au contraire s'atténue c'est l'équilibre des puissances en vigueur dans la région. Cependant, à partir du moment où les deux pays se heurtent à un dilemme de sécurité, l'équilibre des puissances ainsi créé sera par essence de nature instable. La raison de cette situation est imputable au fait que tous deux sont à l'origine des types d'insécurité dont ils visent justement à se débarrasser. *In fine*, leur sécurité sera fragilisée par cette situation (Adisönmez et al., 2023).

Par ailleurs, dans le cadre du concept de « **perceptions faussées** » (ou *misperceptions*) élaboré par Robert Jervis, une question vaut la peine d'être posée : l'Arabie saoudite a-t-elle été biaisée par certains biais cognitifs à l'égard de la menace que représentait l'Iran ? En réalité, le leadership saoudien semble avoir été au fait des fluctuations de la politique intérieure de l'Iran et ne s'est pas fait une fausse idée des intentions de son rival. Par conséquent, Riyad a adapté sa propre politique étrangère à cette réalité (Gause III, 2015). Dans ce contexte, parler de « perceptions faussées » serait donc assez réducteur. En effet, la sécuritisation de l'Iran semble avoir été en grande partie le résultat d'une construction de la menace plutôt que d'une réelle menace perçue.

Dès lors, l'utilisation du clivage religieux par les autorités saoudiennes suggère de se pencher sur l'instrumentalisation politique, une stratégie qui semble avoir pris une nouvelle tournure depuis l'accession au trône du monarque saoudien, Mohammed ben Salmane.

Partie 4 : depuis 2017 – L’instrumentalisation de la menace iranienne sous MBS

Si les Printemps arabes se sont révélés être un événement qui a fortement modifié la politique étrangère saoudienne, c’est véritablement depuis l’accession au pouvoir du prince Bin Salmane en 2017 qu’à la fois la politique étrangère et domestique du pays a pris un tournant vraiment drastique par rapport aux politiques qui avaient été menées jusqu’à présent (Erdoğan, 2022).

1. Pressions domestiques sous MBS

Les faiblesses internes depuis 2015

Une nouvelle phase a vu le jour début 2015, lorsque le roi Salmane est monté sur le trône du royaume : le début d’une phase de transformation au sein de l’élite dirigeante du pays. Parmi les réformes majeures, le souverain a remanié l’ordre de succession, propulsant son fils, Mohammed ben Salmane (MBS), au rang de prince héritier, deux ans après que celui-ci eut assumé les fonctions de ministre de la Défense en 2015 (Clausen, 2019). La concentration inédite du pouvoir autour de Mohammed ben Salmane s’est opérée au détriment de princes plus âgés, jusque-là en retrait, mais qui pourraient, à terme, contester cette recentralisation autoritaire (Mallat, 2018).

Pendant cette période, le Royaume doit faire face à une série de mécontentements. Dans ce contexte, deux épisodes sont particulièrement représentatifs de ces réactions : la guerre au Yémen et la crise diplomatique avec le Qatar. Mais ces décisions de politique étrangère n’ont pas eu entièrement l’effet escompté compte tenu des critiques à l’égard de ces décisions. En effet, l’intervention allait coûter 5 milliards de dollars au pays déjà neuf mois après le début de la guerre. Sur le plan domestique, le pays faisait également face à des défis sécuritaires au sein de sa province orientale dont la majorité de la population était chiite et où se déroulent des incidents. Mais le point culminant de ces tensions est surtout la mort du cheikh Nimr al-Nimr, un religieux chiite condamné pour terrorisme, et qui entraîna des soulèvements dans le Royaume (Harb, 2017).

Outre ces menaces domestiques, l'évolution des relations entre Riyad et Washington était également un sujet de préoccupation. Suite au deal sur le nucléaire, l'Arabie saoudite craignait désormais de voir un abandon de la part des États-Unis. En effet, pour le Royaume, si l'hostilité qui caractérisait les relations entre l'Iran et les États-Unis, et qui avait été le facteur driver de leur relation depuis 1979, venait à s'effiloche, l'Arabie saoudite serait dans une situation critique (Soltaninejad, 2021). Dans ce contexte, le pays jugea bon de s'allier avec Israël afin de saboter le deal nucléaire. L'État hébreu lui par peur de voir un Iran en possession de l'arme nucléaire, et l'Arabie saoudite quant à elle, craignait surtout de voir s'accroître l'influence iranienne dans la région (Sen, 2015).

L'utilisation du Yémen et le rapprochement avec Israël

Dans ce contexte de contestation domestique, la guerre au Yémen a-t-elle été un moyen pour MBS d'asseoir son pouvoir politique et son leadership régional, en utilisant la menace iranienne pour justifier l'orientation « agressive » de sa politique étrangère ?

D'un côté, il est vrai que les Houthis et les proxys iraniens représentent une vraie crainte pour Riyad. Avant tout, le contrôle du pays sur le détroit du Bab el-Mandeb est compromis par les Houthis, ce qui les menace encore plus, étant donné l'énorme quantité de pétrole qui transite chaque jour à travers le détroit durant l'année 2015 (Bender, 2015). Riyad est conscient de l'enracinement du sentiment anti-iranien et constitue un moyen efficace de sécurisation (Walsh, 2023). Comme l'explique Kendall (2017) : « *the Iranian threat, whether real or perceived, has been a powerful justification before both domestic and international audiences for Saudi Arabia's intervention in Yemen* » (p.5). Le roi Salmane en profite alors pour utiliser le conflit au Yémen afin d'assurer sa position aux commandes de l'État. La sécurisation des frontières et la préservation de l'intégrité territoriale permet une consolidation de son statut et lui assure de démontrer sa puissance dans un terrain de bataille où groupes chiites alignés sur l'Iran et groupes terroristes hostiles à l'Arabie saoudite sont présents (Mermier, 2017).

Mais d'un autre côté, cette menace pourrait être **instrumentalisée**, ce qui pourrait détourner l'attention des jeunes saoudiens de la situation socio-économique du Royaume. C'est précisément dans ce contexte, que la rivalité irano-saoudienne sera

donc utilisée par MBS afin de consolider son pouvoir politique, un des objectifs qui sous-tend son programme « Vision 2030 ». Cette posture anti-Iran se soldera d'ailleurs par un rapprochement entre l'Arabie saoudite et Israël (Mabon, 2018b). Israël étant la seule puissance militaire régionale qui a le potentiel de faire face à l'Iran, cette démarche est tout à fait adaptée à sa stratégie. Qui plus est, la mainmise de l'État hébreu sur la technologie nucléaire est apparue comme un atout pour le pays puisqu'il entendait développer un programme nucléaire, dont les objectifs seront, entre autre, de contrebalancer l'Iran dans ce domaine (Chara, 2018). La décision d'intervenir au Yémen est une illustration de la fermeté du dirigeant saoudien dans le domaine de la politique étrangère. Ainsi, cette action revêt une importance cruciale pour asseoir son statut de futur monarque face aux nombreux défis internes auxquels le pays est confronté (Clausen, 2019).

En fait, comme le souligne Al-Rasheed (2018) : les responsables saoudiens ont « *adopté un nationalisme militarisé populiste, laissant derrière leur discours légitimiste wahhabite* ». Par ailleurs, il explique que ce nationalisme avait pour cible principale « *l'Iran et son prétendu contre-nationalisme perse agressif* ». Cette nouvelle orientation se reflète dans le contexte de l'intervention saoudienne au Yémen.

En effet, le Royaume percevait cette action comme étant une nécessité face à une menace dite existentielle. Par ailleurs, cette décision de s'engager au Yémen était vue comme un combat nécessaire pour la survie du pays entier (Al-Rasheed, 2018).

Par ailleurs, en mettant la priorité sur les intérêts du pays, Mohammed ben Salmane s'éloigne quelque peu de la posture de soutien à la cause palestinienne et endosse une logique de *realpolitik* (Mabon, 2018b).

Parallèlement, cette instrumentalisation de la menace iranienne est à mettre en lien avec l'évolution de l'idéologie panislamique, qui a traditionnellement caractérisé l'Arabie saoudite, vers un (hyper)nationalisme. Effectivement, celui-ci ne pouvait pas se concilier (et ce depuis longtemps) avec l'identité religieuse qui caractérisait le pays (Alhussein, 2019).

La crise diplomatique avec le Qatar

En juin 2017, l'Arabie saoudite a exhorté le Qatar à mettre fin à ses relations avec Téhéran et à renoncer au financement de Daech et des Frères musulmans. Cette

décision démontrait dès lors que le pays voulait à nouveau jouer un rôle important dans la politique étrangère de la région. En fait, cette posture soulignait le caractère politique qui caractérise sa rivalité avec l'Iran. Cette demande de rupture de relations n'est en réalité par fait sur base de principes, mais plutôt un prétexte pour rétablir son hégémonie dans la région, puisque certains pays du Golfe qui entretenaient eux des relations solides avec l'Iran (comme le Koweït) n'avaient pas eu une telle sommation (Blanc, 2018).

La justification d'une politique étrangère proactive

Avant que MBS n'accède au pouvoir, le Royaume se positionnait comme une puissance pétrolière et n'entendait pas devenir une puissance militaire, mais ce positionnement s'est modifié quand Ben Salmane a accédé au pouvoir. Ainsi, le pays a désiré opérer un changement dans sa politique étrangère en l'appuyant sur la puissance militaire (Erdoğan, 2022). Cette évolution de la politique étrangère saoudienne va être justifiée. En effet, le Royaume estime que cette attitude proactive est nécessaire pour deux raisons. D'abord, afin de pouvoir endiguer l'influence croissante de l'Iran dans les pays arabes. Ensuite, dans le but de limiter les capacités des milices soutenant l'Iran (Erdoğan, 2022).

Finalement, depuis l'accession au trône par Mohammed ben Salmane, l'instrumentalisation politique de la menace iranienne semble avoir pris une nouvelle dynamique. Tout d'abord elle est utilisée afin de légitimer une politique étrangère agressive, comme l'illustre l'intervention saoudienne au Yémen contre les Houthis, proxys de l'Iran. Ensuite, le blocus qui a servi à isoler le Qatar en 2017 (une décision que le leadership saoudien a justifié en partie par les liens qu'auraient entretenus le Qatar avec l'Iran) est un autre exemple parlant de cette utilisation de la menace iranienne pour légitimer une politique étrangère proactive.

Lorsqu'elle est mobilisée dans des récits d'insécurité, l'identité, se fonde sur la distinction et l'altérité pour façonner des perceptions de menace. En périodes de crises sociales, économiques ou politiques, ces différences sont fréquemment exploitées comme une explication simplifiée ou un outil narratif permettant de construire des perceptions de la menace. Cela génère une résonance culturelle car cette différence définit un « nous » opposé à un « eux », servant ainsi à justifier des actions extrêmes ou à promouvoir un agenda particulier. Cependant, l'utilisation de l'identité dans ces

contextes peut aboutir à une sécuritisation des différences, rendant difficile la résolution des défis d'ordre social et politique, en raison de l'enracinement de ces divisions (Monier, 2015).

Cependant, il faut nuancer ce propos : certaines craintes émanant de Riyad étaient réelles. Tout d'abord, la nouvelle orientation que l'Iran a prise après la révolution de 1979 mettait en danger la structure politique saoudienne (Soltaninejad, 2021). Comme l'explique M. Darwich (2016): « *When the Islamic revolution broke out, the Kingdom feared losing its unique Islamic credentials. For the first time, Wahhabism expanded from the domestic sphere, as the state religion and source of legitimacy, to the foreign policy sphere, becoming a source of uniqueness for the regime's identity* » (p.19).

Le thème est illustré par l'explication selon laquelle, avant la révolution islamique en Iran, l'établissement d'une politique fondée sur la religion n'était incarné que par l'Arabie saoudite. Ce pays était perçu comme un cas unique dans le monde islamique, sa légitimité reposant exclusivement sur ses références islamiques. Contrairement aux autres grands États arabes, où le nationalisme avait été adopté comme fondement de l'identité étatique, aucune revendication nationaliste n'était associée à l'État saoudien (Darwich in Soltaninejad, 2021).

Les politiques de diversion sous MBS

Il est très pratique pour les hommes politiques de tenter de détourner l'attention de la population des questions intérieures vers des cibles extérieures, puis d'utiliser le nationalisme comme instrument pour se concentrer sur d'autres questions. C'est donc dans ce contexte que l'utilisation des politiques de diversion peut prendre tout son sens.

Comme l'explique Thoraya El-Rayyes (2021) : « Les politiques étrangères de diversion sont des efforts intentionnels de la part des dirigeants politiques pour créer ou mettre en évidence des conflits avec d'autres nations afin de détourner l'attention des citoyens des problèmes nationaux et de renforcer le soutien national à leur régime » (p.4).

Afin d'accuser l'Iran d'être à l'origine de toutes les divisions en Arabie saoudite, MBS amplifie à la fois la menace que représente l'Iran et se présente comme le sauveur du Golfe contre la « persanisation » et la « chiisation » (Al-Rasheed, 2018).

Avant de se pencher sur ces considérations, il est utile de mettre en lumière les facteurs qui sont liés à la stabilité de l'Arabie saoudite. Yamani définit quatre sources principales de stabilité pour le régime saoudien. Tout d'abord, l'unité de la famille royale ainsi qu'un système de succession clair et transparent. Le deuxième facteur est une idéologie cohérente et persuasive. Pour le troisième facteur, il s'agit de la viabilité économique qui, jusqu'à présent, a été assurée par les rentes pétrolières. La dernière source de stabilité réside dans un contrôle efficace de la société par le biais des institutions des États (Yamani, 2009).

Récemment, l'enjeu pour Mohammed ben Salmane a été d'assurer la stabilité du régime et de promouvoir les ambitions économiques du projet *Vision 2030*.

Dans la *Vision 2030* saoudienne on retrouve plusieurs objectifs : une diversification de l'économie, la responsabilisation de la jeunesse, ce qui passe par l'éducation, et la promotion d'une société plus tolérante et plus ouverte (Moates, 2024).

Pour MBS, la diversification était le seul moyen de contrer la situation économique et sociétale qui allait en s'empirant, ce qui devait passer par l'établissement de réformes. Afin de faire accepter des réformes à la population saoudienne, les prédécesseurs de MBS avaient pour habitude de financer des avantages et subventions (grâce aux recettes pétrolières) ce qui leur permettait de s'assurer l'obéissance de leur population. Mais dans ce nouveau contexte, en l'absence de tels avantages, le danger serait les soulèvements. C'est dans ce contexte que l'utilisation de la menace existentielle iranienne est utilisée afin de rallier la population autour de cette « peur » de l'Iran (Hyravy, 2019).

L'usage stratégique de la menace iranienne

Mohammed ben Salmane a, dans le cadre de leurs réformes, intensifié son discours relatif à la menace iranienne, en se servant plus particulièrement de la dimension sectaire et des questions sécuritaires. Il semble que cette stratégie vise à éviter que l'attention des citoyens ne se porte sur des questions domestiques telles que les inégalités sociales, les réformes économiques controversées, ou encore le durcissement de la répression.

Certes, les actions entreprises par l'Iran dans la région suscitent des inquiétudes légitimes de la part des Saoudiens. Toutefois, la politique étrangère saoudienne dans le courant 2018 ne paraissait pas en adéquation avec l'ampleur de la menace, suggérant l'éventualité d'un agenda sous-jacent marqué par l'interventionnisme et une posture

agressive. Il s'avère que, bien que Téhéran a tenté d'apaiser les tensions et ait proposé la voie du dialogue avec Riyad, ce dernier les attise de manière volontaire. L'Arabie saoudite articule cette stratégie autour des réformes politiques et sociales qu'elle mène à l'échelle nationale, tout en cherchant à affermir sa position dominante dans la région. En ralliant sa population face à un ennemi partagé, l'Iran, le régime vise à renforcer la cohésion interne. Par ailleurs, le discours alarmiste sur une éventuelle destruction du royaume permet d'instaurer un climat de peur, détournant momentanément l'attention des transformations sociétales profondes qui bousculent les fondements culturels traditionnels (Kelemen, 2018).

C'est dans cette perspective que Mohammed ben Salmane privilégie une posture nationaliste. Cette orientation lui permet d'afficher une conception du patriotisme saoudien qui non seulement repose sur la modernisation de l'économie, mais aussi s'ancre dans une stratégie de diabolisation de Téhéran (Sons, 2021). À titre d'illustration, MBS déclare en 2018 dans une interview :

I believe the Iranian supreme leader makes Hitler look good. Hitler didn't do what the supreme leader is trying to do. Hitler tried to conquer Europe. ... The supreme leader is trying to conquer the world." (MBS dans Goldberg, 2018).

En comparant l'Ayatollah Khomeini à Hitler, il y a donc là une construction discursive d'un ennemi qui est désigné comme dangereux et « radical », et qui menace même la sécurité mondiale. Par ailleurs, ces propos montrent ainsi à quel point l'antagonisme vis-à-vis de son rival a revêtu une dimension personnelle (Divsallar, 2023).

Ce narratif peut être notamment être mis en lien avec la prise d'un rôle clairement défini par l'Arabie saoudite. De fait, le régime saoudien s'est essayé au rôle de « *leader trough protection* ». Afin de se faire valoir en tant que tel, le Royaume a cherché d'un côté à dénigrer ses concurrents et d'un autre côté s'est donné une image en tant qu'unique rempart capable de faire face aux menaces inhérentes à ces concurrents. (Heibach, 2021). Il parle également d'un « axe du mal » composé de l'Iran, de la Turquie et des Frères musulmans (O'Connor, 2018). Ces deux exemples illustrent le narratif autour de la présentation du Royaume en tant que le moi « salvateur » qui seul peut sauver de l'autre « diabolique » (Heibach, 2021).

Dès lors, le maintien de la sécuritisation de l'Iran sert à renforcer la légitimité du régime politique saoudien. Effectivement, grâce à la sécuritisation, un État est en mesure de rediriger l'attention de la population, détournant ainsi le regard des enjeux domestiques qui n'ont pas été résolus, qu'il s'agisse de la lenteur des efforts de diversification, du chômage ou des difficultés économiques (Grabowski, 2020).

Les gouvernants de l'Arabie saoudite, désirant consolider leur emprise politique, ont trouvé un moyen de diversion : grâce à la sécurisation qui leur permet de modérer cette infiltration perçue de Téhéran. Pour pouvoir discriminer de manière légitime les populations chiites d'Arabie saoudite, ils ont présenté le chiisme comme une menace à l'égard du Royaume (Neo, 2020).

La sécurisation du chiisme fait partie prépondérante dans les visées de Riyad qui consistent à maintenir la monarchie islamo-sunnite et à faire en sorte de rester une puissance hégémonique dans la région. La sécuritisation du chiisme permet donc aux leaders saoudiens de renforcer son hégémonie, tout en protégeant la monarchie sunnite et en limitant l'influence régionale de la République islamique. De plus, la sécuritisation leur permet en outre de se rapprocher de l'élite wahhabite afin de se présenter en tant qu'autorité légitime à même de contenir les visées hégémoniques iraniennes. En dernier lieu, la sécuritisation du chiisme est un moyen pour les élites de la classe politique de contrecarrer ce qu'ils perçoivent comme une infiltration de l'Iran à travers la minorité chiite présente sur le territoire national (Neo, 2020).

D'un autre côté, May Darwich, qui a analysé la période qui a suivi les Printemps arabes, base son analyse sur une approche de réalisme néoclassique. Sa vision consiste à penser que c'est la combinaison de la structure régionale qui prévalait dans l'ordre régional dès 2011 et d'un nationalisme top-down qui a façonné à la fois la politique étrangère du Royaume et le narratif visant à dépeindre l'Iran comme étant l'ennemi régional par excellence (Darwich, 2022).

Conclusion de l'hypothèse n°2 : au-delà du sectarisme, les enjeux géopolitiques réels

Le wahhabisme n'est pas la source des réticences saoudiennes envers l'Iran, bien qu'il contribue à les renforcer. Ces appréhensions sont également partagées par les Émirats arabes unis, qui ne se revendiquent pas du wahhabisme. L'Arabie saoudite n'a

d'ailleurs pas eu recours à une rhétorique à caractère sectaire lors du conflit avec les Houthis, proches des chiites. Longtemps décrié par les critiques de la politique étrangère saoudienne, le prosélytisme wahhabite a fortement décliné depuis l'ascension de Mohammed ben Salmane (Blin, 2020).

La période sous MBS est donc une nouvelle étape dans la perception de la menace iranienne, car bien que le régime saoudien perçoive un danger venant de son voisin régional, la rhétorique visant à dépeindre l'Iran comme un ennemi total est utilisée principalement dans une stratégie d'instrumentalisation politique.

CHAPITRE 3 : LE RAPPROCHEMENT IRANO-SAoudien : UNE NOUVELLE PHASE DANS L'EVOLUTION DE LA PERCEPTION DE MENACE

1. Les débuts de la normalisation

Le meurtre de Khasoggi a participé à devoir mettre un terme à la posture agressive de MBS depuis qu'il a pris la couronne. Cette évolution commence par un réchauffement des relations du Royaume avec les cinq autres membres du GCC, avec qui il a signé une proposition de réconciliation qui permettrait à la fois d'améliorer la stabilité de la région et de renforcer la coopération dans le Golfe (Fonseca Claparols, 2023).

En ce qui concerne l'Iran, ce serait en 2019 que les premiers rapports officiels faisant état des négociations entre l'Arabie saoudite et l'Iran seraient apparus. En 2020 déjà, une première étape vers une normalisation s'annonçait lorsque Riyad a déclaré que le pays cesserait l'interdiction de produits importés en provenance de l'Iran. Ensuite en 2021, le premier ministre iranien Javad Zarif faisait part à son homologue saoudien que l'Iran était ouvert à la communication (Ijaz et al., 2023). Finalement c'est en mars 2023, que les deux pays parviennent à un accord pour rétablir leurs relations diplomatiques, sous l'égide de la Chine. Poussé par des motivations économiques et stratégiques, Riyad a décidé d'enterrer la hache de guerre avec son rival régional et d'opérer un premier pas vers une détente. En 2016, les deux pays avaient rompu leurs relations suite à l'attaque de l'ambassade saoudienne dans la capitale iranienne, qui

avait été opérée en représailles de l'exécution d'un dignitaire chiite saoudien en Arabie saoudite.

2. Un rapprochement stratégique pour Riyad :

Le conflit à Gaza : un point d'entente ?

Les efforts conjoints des deux pays pour apaiser les tensions au Proche-Orient et le soutien affiché de Riyad à la cause palestinienne ont participé au rapprochement de ces deux puissances rivales. Peu après le 7 octobre 2023, Ebrahim Raissi, alors président de la république islamique, s'est rendu à Riyad afin de discuter de la situation avec son homologue saoudien. Récemment, Mohammed ben Salmane déclarait :

« *The kingdom will not stop its tireless work towards the establishment of an independent Palestinian state with East Jerusalem as its capital, and we affirm that the kingdom will not establish diplomatic relations with Israel without that* » (MBS dans *The Times of Israel*, 2024).

Ce rapprochement promettait aussi de faire sortir l'Arabie saoudite de la situation au Yémen, qui ralentit les projets économiques de la *Vision 2030*. Il semblerait que les deux pays aient privilégié la stabilité régionale et laisser leur vieille rivalité au second plan. Le retrait de l'Arabie saoudite du Yémen et la présence du pays dans les pourparlers de paix avec son rival laissent penser que le Royaume ne se sent plus menacé de manière directe par l'Iran. Qui plus est, Téhéran semble prêt à freiner son attitude agressive, comme l'atteste son soutien diminué aux proxys Houthis. Ce changement d'attitude de l'Iran est dû à une volonté d'arriver à une stabilité accrue dans la région (McMullan, 2024).

3. Les atouts de la normalisation

Sur le plan économique

Tout d'abord, en privilégiant des relations pacifiques avec l'Iran, les tensions dans la région du Golfe pourraient être apaisées. Une réduction des tensions régionales est la condition sine qua non de la bonne réalisation de son projet *Vision 2030*. De plus, ces tensions pourraient être apaisées par un renforcement de liens économiques bilatéraux

(Ijaz et al., 2023). Cependant, une nuance s'impose. Hormis dans la sphère politico-sécuritaire, un renforcement des liens irano-saoudiens dans des domaines comme le commerce et la coopération économique restent difficiles à réaliser, du moins à court terme. En effet la politique de l'Iran vis-à-vis de la région entrave toute dynamique collaborative dans des domaines qui ne relèvent pas de la sécurité et qui pourraient servir à renforcer cette normalisation (Divsallar, 2023).

Cependant, il semble que la stabilité régionale l'emporte sur d'autres considérations. Ainsi, peu après leur rapprochement officiel en 2023, le ministre saoudien des finances Mohammed Al-Jadaan déclarait :

Stability in the region is very important, for the world and for the countries in the region, and we have always said that Iran is our neighbour and we have no interest to have a conflict with our neighbours, if they are willing to cooperate. (...) We have no reason not to invest in Iran, and we have no reason not to allow them to invest in Saudi Arabia. It is in our interest to make sure that both nations benefit from each other's resources and competitive advantage (Al Jadaan dans Uppal & El Yaakoubi, 2023).

Cette déclaration illustre le pragmatisme qui caractérise l'Arabie saoudite : tourner la page d'une confrontation qui est coûteuse pour le pays et se lancer sur la voie d'une « encouragement stratégique » (Algashian, 2024). Ces propos qui indiquent une volonté de favoriser le développement de ses relations commerciales avec l'Iran sont le reflet du virage diplomatique auquel Riyad entend se livrer concernant cette normalisation. Maintenant que l'affaire Khashoggi ne porte plus préjudice à Mohammed ben Salmane, l'heure est à la consolidation du pays en tant que puissance moyenne, et ne plus être rattaché uniquement à son identité de puissance islamique. La dimension économique est envisagée comme un levier central en vue de rendre la normalisation pérenne. Ainsi, en affichant son intention d'investir en Iran, Riyad mise sur le commerce comme liant relationnel avec Téhéran (Dazi-Héni et al., 2023).

Sur le plan militaire

Ce rapprochement a ouvert de nouvelles perspectives sur le plan militaire. Contre toute attente, en 2024, les forces navales iraniennes et saoudiennes ont procédé à des exercices conjoints dans la mer d'Oman dans l'objectif de garantir la protection des

routes maritimes. Ce genre de situation montre à quel point la réconciliation irano-saoudienne a progressé. En fait, leur coopération en matière de défense met en lumière deux constats. Tout d'abord, elle souligne que Riyad est engagée à ne pas participer aux coalitions internationales destinées à isoler et faire pression sur l'Iran. Ensuite, elle montre sa détermination à se montrer à l'Iran comme un partenaire dans le domaine sécuritaire (Cafiero, 2024). Cependant, il convient de garder en tête la dépendance de l'Arabie saoudite au parapluie sécuritaire américain. Malgré ses tentatives de réduire sa dépendance aux États-Unis en matière de défense, Riyad reste lié à Washington.

La plus-value d'un pacte de non-agression

Si la normalisation est la première étape d'un apaisement des tensions, il est nécessaire qu'elle repose sur des garanties afin d'assurer la pérennité des relations irano-saoudiennes. C'est là qu'un pacte de non-agression peut prendre toute son utilité. Étant donné que les objectifs de la normalisation chez les deux parties sont à priori d'ordre politique et sécuritaire, un tel pacte pourrait renforcer ce processus (Divsallar, 2023).

4. Potentiel pour une stabilité accrue au Moyen-Orient

Compte tenu du fait que la stabilité régionale fait partie des objectifs prioritaires de l'Arabie saoudite, le rapprochement avec l'Iran semble être la meilleure carte à jouer pour le pays dans le cadre de sa *Vision 2030*. Cette stabilité est non seulement essentielle pour le bon déroulement des objectifs économiques du pays, ce qui passe par le tourisme et les investissements étrangers, mais aussi face aux menaces sécuritaires qui pèsent sur le royaume (Algashian, 2024).

Il n'est donc pas surprenant que l'instabilité régionale soit une préoccupation que le pays ne peut se permettre de laisser pour compte. En 2020 déjà, le contrôle par Israël des lieux saints et les avancées progressives de l'armée israélienne en Cisjordanie sont deux facteurs qui préoccupaient autant l'Arabie saoudite que l'Iran (Tavakol, 2020). Cependant, leur vision diverge dans leur approche respective à l'égard de la situation à Gaza. D'un côté, Riyad a déclaré que le Hamas était une organisation terroriste, qu'il considère comme une extension des Frères musulmans (un groupe auquel le pays s'est opposé depuis les Printemps arabes). De l'autre, Téhéran qui, préconisant le recours à la résistance armée, apporte son soutien au Hamas et au Jihad islamique (Alsmadi, 2024).

5. Vers une désécuritisation des relations régionales ?

Comme il a été expliqué dans le cadre théorique, le processus de sécuritisation est surtout un choix politique. Il est donc évident que la désécuritisation adopte cette même logique. Ainsi, si une désécuritisation de l'Iran est opérée par Riyad, elle devrait pouvoir suivre la nature pragmatique qui caractérise la politique étrangère saoudienne depuis quelques années.

Il est donc nécessaire d'observer l'attitude du monarque saoudien face à des enjeux qui étaient au cœur de la politique étrangère saoudienne. Dans ce contexte, une évolution s'est quelque peu opérée dans le narratif de MBS autour du Yémen. En 2021, Mohammed ben Salmane déclarait alors :

« No country in the world accepts militias on its borders. We hope that the Houthis will sit at the negotiating table to reach solutions that guarantee rights for all. While there is no doubt that the Houthis have a close relationship with Iran, there is no doubt that the Houthis are Arabs at the end of the day, and it is inevitable that they will have to work with their brothers to end this conflict » (MBS dans Arab News, 2021).

Afin qu'une désécuritisation ait lieu, il est en effet vital qu'un changement de ton dans les discours soit opéré et ce afin de passer des « *extraordinary politics* » vers les « *normal politics* » (Mabon, 2021). En effet, réduire le caractère virulent des discours est le premier pas nécessaire permettant de fluidifier les échanges entre Riyad et Téhéran (Nasirzadeh & Alrefai, 2019). En effet comme le souligne Thierry Balzacq et al. (2016) à propos de la théorie de la désécuritisation : « *the word of security has a performative character – that is, it does not only describe the world but can also transform the social reality* » (p.495). Dans ce contexte, une atténuation du « *speech act* » est susceptible de faciliter la désécuritisation d'un problème (Mabon, 2021).

En fait, les deux pays sont aux prises avec un défi de nature similaire. Tout comme Riyad, Téhéran mise sur la diversification de son économie afin de réduire sa dépendance au pétrole, un effort qui doit être porteur de réussite, sans quoi tant l'Iran

que l'Arabie saoudite pourraient voir leur population frustrée et leurs systèmes politiques se fragiliser (Sons, 2021).

Toutefois, malgré un certain changement dans l'animosité rhétorique de l'Arabie saoudite dernièrement, certaines tensions rendent une désécuritisation complète assez difficile. Dans ce contexte, semblerait que le rapprochement opéré en 2023 repose sur des considérations stratégiques et des impératifs d'ordre économique (comme l'illustre la Vision 2030). Dans ce cadre, une normalisation durable entre l'Iran et l'Arabie saoudite dépendra de plusieurs facteurs, qu'ils soient internes ou externes. Il convient donc d'analyser ce qui constituent les défis majeurs qui peuvent affectent la pérennité de ce rapprochement.

6. Les défis du rapprochement irano-saoudien

Israël et les États-Unis

Depuis l'intensification du conflit qui oppose Israël au Hamas, la région a été en proie à une déstabilisation qui l'a considérablement affectée. L'assassinat de Hassan Nasrallah, le chef de file du Hezbollah, et les attaques des Houthis en mer Rouge n'a fait qu'envenimer les choses. De plus, le risque d'une escalade dans la région a augmenté face au regain d'hostilité entre Israël et l'Iran. Face à cette situation, l'Arabie saoudite a adopté une attitude prudente. Elle doit balancer entre sa position de soutien à la population palestinienne tout en gardant une certaine ouverture face à un rapprochement avec Israël (Sons, 2024). En effet, Riyad est en pleine négociation avec les États-Unis pour la signature d'un traité de défense bilatéral. Une des conditions américaines est la normalisation des relations diplomatiques saoudiennes avec Israël. Bien que le régime saoudien cherche progressivement à se détacher de sa dépendance à l'égard des États-Unis en termes de défense, elle reste fortement liée à l'appareil sécuritaire américain.

Face à ces considérations, la question qui se pose est la suivante : le rapprochement diplomatique irano-saoudien est-il viable sur le long terme, dans le cas où l'Arabie saoudite s'engagerait sur la voie de la normalisation avec Israël ? Cette perspective de normalisation avec l'État hébreu renforce la perception iranienne que certains pays du Golfe sont une menace sécuritaire croissante. Cette situation amplifie l'approche actuelle de l'Iran en matière de sécurité, laquelle est susceptible de supplanter le

modèle de sécurité collective dans le cas où Israël renforcerait sa présence au Moyen-Orient. Il est utile de rappeler que lors de la normalisation entre Israël et les Émirats arabes unis, le guide suprême iranien avait condamné la situation de manière vigoureuse en parlant de ce qu'il considérait être une « trahison » du monde musulman (Alsmadi, 2024). Il reste donc à se demander si le rapprochement irano-saoudien avantage plus l'Arabie saoudite ou si au contraire une normalisation avec Israël permettra à Riyad d'accomplir ses objectifs stratégiques dans la région.

Mais pour l'heure, Riyad reste réservé quant à un potentiel rapprochement avec l'État hébreu. Dans le contexte de la crise à Gaza, le ministre saoudien des Affaires étrangères déclarait :

« Saudi Arabia will tirelessly work towards establishing an independent Palestinian state with East Jerusalem as its capital and will not establish diplomatic relations with Israel without this condition ». « Conversely, it has been clear for too long that self-defense is not Israel's primary goal in this war. Instead, it seems the objective is to eliminate the conditions for life with any modicum of dignity for decades to come » (bin Farhan dans *Saudi Arabia's FM calls on world to publicly support Palestinian statehood*, 2024).

Riyad a donc intensifié sa rhétorique vis-à-vis d'Israël. Cette situation révèle une évolution vers un certain détachement à l'égard des structures de sécurité occidentales (McMullan, 2024).

La pérennité du rapprochement irano-saoudien dépendra de plusieurs facteurs. Tout d'abord, dans le contexte de la crise en mer Rouge, l'Arabie saoudite reste menacée par les attaques des Houthis. Pour l'heure, Téhéran n'a pas montré de signes de pression sur les rebelles afin qu'ils cessent leurs attaques à l'encontre des navires internationaux qui circulent en mer Rouge (Ottaway, 2024). Étant donné que le détroit de Bab-el-Mandeb, situé en mer Rouge, est un endroit vital pour la circulation et le commerce saoudien, l'instabilité de la situation en mer Rouge est une menace directe aux objectifs économiques du pays dans le cadre de sa *Vision 2030*.

Les crises régionales

Un autre facteur qui pourrait entraver le bon fonctionnement des relations irano-saoudiennes et qui ne devrait être occulté est indéniablement la position respective des deux pays. La Syrie et le Yémen sont des exemples parlants de la difficulté d'une résolution de ces deux conflits, surtout quand ce sont deux puissances régionales qui, à travers ces guerres par procuration, sont en compétition pour l'influence régionale. La complexité qui caractérise ces deux terrains de lutte et l'implication de nombreuses parties dont les intérêts ne sont pas alignés ajoutent une couche de complexité à la situation et rendent la résolution de ces conflits très peu probable (Alsmadi, 2024).

L'officialisation du rapprochement diplomatique entre l'Arabie saoudite et l'Iran en 2023, avec la médiation de la Chine, témoigne d'un changement dans la perception saoudienne de la menace iranienne. Il semble que les deux rivaux régionaux peuvent coexister, malgré une rivalité historique. Cependant, la méfiance réciproque n'est pas pour autant vouée à disparaître, malgré le changement de narratif opéré par l'Arabie saoudite à l'égard de l'Iran. Si ce rapprochement peut annoncer une désécuritisation de l'Iran en tant que menace, c'est surtout parce que Riyad espère avant tout stabiliser la région, une priorité qui fait partie de sa Vision 2030.

Conclusion

Depuis la révolution iranienne, une profonde rivalité oppose l'Iran et l'Arabie saoudite, contrastant avec les relations cordiales des années 1960 et 1970. Ces tensions trouvent leur origine dans des divergences idéologiques sur l'islam et les pratiques musulmanes. L'Iran accusait l'Arabie saoudite de compromettre les valeurs islamiques en s'alignant sur l'Occident, tandis que Riyad critiquait l'Iran pour avoir dévoyé la religion. Par ailleurs, les appels iraniens au renversement des gouvernements, y compris en Arabie saoudite, ont exacerbé les accusations saoudiennes sur le rôle de Téhéran dans le soutien à des milices déstabilisatrices. Enfin, les ambitions universalistes de l'Iran étaient perçues par les autorités saoudiennes comme une remise en cause de leur rôle perçu de guide en matière d'autorité religieuse (Reinke de Buitrago, 2015).

Dans ce mémoire, l'objectif était de voir à quel point l'Arabie saoudite a perçu son voisin iranien en tant que « menace existentielle » depuis 1979, après avoir concentré ses efforts sur son inimité envers Israël à travers un narratif de soutien à la cause palestinienne. Pour ce faire, ce travail a tenté de jauger le caractère réel de cette menace, c'est-à-dire si l'Iran a été objectivement perçu en tant que menace ou si, au contraire, elle a fait l'objet d'une construction (à la fois sur le plan politique et discursif). Les deux hypothèses ont permis de réaliser que les dynamiques sécuritaires qui ont caractérisé la région et ont guidé les comportements de l'Arabie saoudite et de l'Iran, étaient complexes.

Le facteur religieux VS le facteur politique dans la perception de la menace

En analysant des événements « clés » qui ont marqué la région depuis 1979, l'étudiante a pu tirer la conclusion suivante : la **perception de menace n'est pas constante**, mais évolue et se modifie en fonction de plusieurs éléments, que cela soit les facteurs domestiques de l'Arabie saoudite, le contexte géopolitique à un moment donné, ou même les rapports de force propres à la région du Golfe). Dès lors, cette rivalité n'a pas été « linéaire ». En fait, les relations entre ces deux pays ont évolué : des phases de rapprochement à certaines périodes se sont effacées pour faire place à des phases de « rupture » des relations diplomatiques. La menace perçue a donc été enracinée dans un changeant. Bien souvent, le Royaume a opté pour des considérations géopolitiques ou économiques, ce qui a façonné son positionnement stratégique face à l'Iran. Dès lors, l'hypothèse n°1 ne peut être entièrement confirmée. Certes, le facteur religieux a été une lentille utile qui a permis de comprendre comment et pourquoi la menace a été perçue puis construite. Cependant, il serait bien réducteur de ne prendre en compte uniquement ce facteur.

La révolution islamique de 1979 est une date clé pour comprendre les origines de la perception saoudienne de la menace venant de la république Islamique d'Iran. A cet égard, plusieurs facteurs rentrent en jeu, autant matériels qu'idéologiques. Non seulement, pour l'Arabie saoudite qui se perçoit comme le seul régime auquel l'Islam confère sa légitimité, l'Iran est une menace vis-à-vis de cette identité, mais aussi le régime saoudien se préoccupe du potentiel matériel et de la portée stratégique de son rival régional (Soltaninejad, 2021). De plus, au niveau politique, la crainte de voir la révolution islamique iranienne porter atteinte à la monarchie saoudienne était

également une préoccupation majeure pour l'Arabie saoudite, ce qui l'amena à réduire sa confiance vis-à-vis de son voisin (Uthman, 2021).

Au sein du monde académique, il n'existe pas de compromis à propos des motivations qui sont à l'origine de l'antagonisme qui a caractérisé les relations irano-saoudiennes depuis plus de quarante ans. Si certains mettent en exergue la nature sectaire de leur rivalité, d'autres se sont penchés sur la compétition pour le leadership du monde musulman ou encore la sécurité (Fraihat, 2020). En réalité, il semblerait que si la composante religieuse de la menace que représente l'Iran est bel et bien présente, elle a plutôt un rôle qui tend à exacerber & justifier les préoccupations politiques, plutôt qu'être à l'origine de celles-ci.

En outre, au 21^{ème} siècle, il est clair que le rôle joué par l'Iran en Irak et en Syrie a entretenu le narratif du « croissant chiite ». L'utilisation par les chercheurs de concepts comme la « politique chiite » et la « politique sunnite » illustrent la portée que revêt la sécuritisation des identités confessionnelles en vue de susciter une mobilisation violente (Calculi, 2019).

Si ce conflit n'est donc pas de nature sectaire, il est nécessaire de nuancer ce propos. Ce qui a favorisé l'antagonisme irano-saoudien c'est bien la politisation du sectarisme que les deux États ont effectuée afin de mobiliser le soutien à leurs programmes politiques. Le sectarisme a ainsi été utilisé de manière extensive non seulement par les gouvernements mais aussi par les instances médiatiques ou encore le clergé, ce qui a modifié le sectarisme d'un facteur favorisant à une source d'escalade du conflit (Fraihat, 2020).

Il est clair que ces deux puissances tirent profit du sectarisme, mais elles n'en sont pas pour autant à l'origine. L'importance du sectarisme dans la politique du Moyen-Orient aujourd'hui est plutôt le résultat de l'affaiblissement et de l'effondrement de l'État dans le monde arabe oriental. L'affaiblissement de l'État fait apparaître des identités infra-étatiques, comme le sectarisme. Dans les guerres civiles qui s'ensuivent, les acteurs locaux cherchent des alliés régionaux. Les sunnites se tournent naturellement vers l'Arabie saoudite et les chiites vers l'Iran. Le sectarisme est un phénomène ascendant. L'Arabie saoudite et l'Iran jouent simplement un jeu d'équilibre des pouvoirs, motivé non pas par des haines sectaires ancestrales, mais plutôt par la géopolitique régionale (Gause III, 2016).

En fait, les partisans du « cadrage sectaire » voient dans l'antagonisme irano-saoudien une lutte basée sur le suivi d'un rôle, celui de deux sectes qui s'affrontent depuis longtemps. Mais cette vision ne prend pas en compte la nature de la crise régionale. Effectivement, si ceux qui sont tués en Irak et en Syrie le sont à cause de leur secte, du moins en partie, le sectarisme n'est pourtant pas imposé à la région par l'Arabie saoudite et l'Iran (Gause III, 2016). En fait, malgré que l'aspect sectaire ait été souvent vu comme le fondement de la rivalité irano-saoudienne, il n'empêche que l'Arabie saoudite et l'Iran entretiennent des liens sur le plan religieux. Si le Hajj a été un sujet de discorde à plusieurs reprises, il permet un certain dialogue diplomatique entre représentants iraniens et saoudiens dans le but de permettre aux pèlerins iraniens d'accéder plus facilement aux lieux de culte (Mabon & Wastnidge, 2020).

En définitive, les sources de l'antagonisme historique qui a caractérisé les relations irano-saoudiennes ont été débattues par de nombreux chercheurs. Si certains considèrent que les tensions sectaires sont à l'origine de leur rivalité, d'autres se réfèrent à l'intérêt national. En réalité, il semble que cette animosité repose sur une combinaison des facteurs matériels et idéationnels (Mabon et al., 2021). Ainsi, un facteur qui a caractérisé souvent la rivalité irano-saoudienne est celui de la lutte pour les sphères d'influence. Un exemple marquant de cette rivalité géopolitique est celui des Printemps arabes, qui a intensifié leur antagonisme à travers les guerres par procuration.

Pour la famille régnante saoudienne, l'influence iranienne qui prenait de l'ampleur était une menace directe pour la stabilité de la région. Riyad et Téhéran ont donc tous deux profité des mutations qui affectaient la région pour tenter d'étendre leur influence en ralliant à leur cause respective (qu'elle soit politique ou religieuse) divers acteurs. Cette dynamique a été analysée par de nombreux auteurs comme étant « la guerre froide » du Moyen-Orient. À cet égard, il semble que la première hypothèse soit partiellement confirmée. En effet, malgré le fait que le facteur confessionnel ait constitué un aspect important de la perception de la menace iranienne, il va sans dire qu'il n'en est pas le seul facteur déterminant.

Qui plus est, il a été observé que le clivage sunnite-chiite a en fait été instrumentalisé par les élites saoudiennes à travers une stratégie politique destinée à asseoir la

légitimité du Royaume en tant que leader régional et gardien des lieux saints de l'Islam. Ce constat a été analysé plus particulièrement sous Mohammed ben Salmane (au travers de l'hypothèse n°2), qui a utilisé cette stratégie d'instrumentalisation dans une nouvelle logique par rapport à celle de ses prédécesseurs. Au lieu de se servir de la menace iranienne pour justifier la défense du sunnisme face à l'hégémonie chiite expansionniste, MBS a utilisé cette menace pour consolider son pouvoir personnel, justifier des politiques agressives dans la région (l'intervention au Yémen en est un exemple probant), ou même détourner l'attention de la population saoudienne de des tensions socio-économiques ou religieuses (comme l'en atteste la réaction face au mécontentement des chiites à Qatif).

Cette instrumentalisation prend donc un nouvel élan avec l'arrivée au pouvoir de MBS, et s'éloigne du cadre de rivalité religieuse et géopolitique dans lequel s'inscrivait l'instrumentalisation à des époques précédentes. Pour l'Arabie saoudite, l'Iran est désormais un ennemi « diabolique » et qui perturbe les élans de progrès de la région, ce que l'on retrouve dans le narratif politique et médiatique.

Cependant, il est nécessaire de souligner la difficulté de répondre de manière complète à la deuxième hypothèse, compte tenu du peu de sources permettant de clairement faire le lien entre l'utilisation de la menace iranienne afin de détourner l'attention de la population des défis domestiques auquel le pays est confronté.

Si l'on traite de l'antagonisme irano-saoudien sur le plan géopolitique, il est évident que leurs différends ne se limitent pas uniquement à une opposition de nature confessionnelle. En réalité, leur rivalité a été alimentée par les conflits par procuration, comme au Yémen ou encore en Syrie. Mais leur différend est nourri également par une divergence de conception de la sécurité régionale. Si l'Arabie saoudite s'est depuis longtemps appuyée sur le soutien américain, grâce à une alliance qui perdure, l'Iran, lui, est plutôt en faveur d'une conception régionale de la sécurité. C'est justement cette divergence en termes de sécurité qui provoque un dilemme de sécurité.

Enfin, le dernier chapitre a permis en partie d'amener une piste réflexive sur le futur du rapprochement irano-saoudien qui a débuté en 2023 et sur une éventuelle désécuritisation de la menace iranienne par l'Arabie saoudite. Bien que le rapprochement entre ces deux puissances rivales du Golfe ait permis d'arriver à une nouvelle étape de la perception de la menace, il serait réducteur de l'annoncer en tant

que phase définitive de la rivalité entre Riyad et Téhéran. En effet, Si l'Arabie saoudite avait déjà entrepris un rapprochement avec les présidents, comme celui avec les présidents Rafsanjani et Khatami (Sons, 2021), aujourd'hui d'autres facteurs entrent en compte.

En fait, la pérennité de la normalisation avec l'Iran dépendra du calcul stratégique saoudien à l'égard de la situation régionale. Le conflit au Yémen, les attaques des Houthis en mer Rouge et la situation en Syrie viennent compliquer la donne. En outre, les demandes insistantes de la part des États-Unis concernant le rapprochement israélo-saoudien sont un facteur à ne pas négliger. Le rapprochement avec Israël, bien que l'Arabie saoudite n'ait toujours pas rejoint les accords de Camp David, illustre ainsi le pragmatisme saoudien vis-à-vis de l'État hébreu, qui avait été déjà de mise dans les années soixante et septante.

En conclusion, ce mémoire a pu mettre en exergue les différents facteurs qui ont influencé la perception et la construction de la menace iranienne par l'Arabie saoudite. Voir cette rivalité sous le seul prisme réaliste des alliances régionales ou uniquement à travers la lentille du sectarisme ne servirait qu'à simplifier les dynamiques de sécurité au Moyen-Orient. L'évolution récente de la rhétorique saoudienne à l'égard de l'Iran laisse à penser que l'Arabie saoudite est en pleine reconfiguration identitaire.

Bibliographie

1. Sources scientifiques

1.1. Bases de données

- Adisönmez, U.C., Onursal, R., İdil Öztüğ, L. (2023). Quest for Regional Hegemony : The Politics of Ontological Insecurity in the Saudi-Iran Rivalry. *Alternatives*, 48(1), 91-107. <https://doi.org/10.1177/03043754221138186>
- Arcudi, G. (2006). La sécurité entre permanence et changement. *Relations internationales*, 125(1), 97-109. <https://doi.org/10.3917/ri.125.0097>
- Balzacq, T., Léonard, S., and Ruzicka, J. (2016). Securitization' Revisited: Theory and Cases. *International Relations*, 30(4), 494–531. <https://doi.org/10.1177/0047117815596590>
- Balzacq, T. (2018). Théories de la sécuritisation, 1989-2018. *Études internationales*, 49(1), 7–24. <https://doi.org/10.7202/1050542ar>
- Ben Khouja, M. (2020, 23 septembre). La sécuritisation, entre l'école de Copenhague et l'école de Paris. *ResearchGate*. https://www.researchgate.net/publication/344352779_La_scuritisation_entre_l%27ecole_de_Copenhague_et_l%27ecole_de_Paris
- Behnke, A. (2006). No way out : desecuritization, emancipation and the eternal return of the political – a reply to Aradau. *Journal of International Relations and Development*, 9, 62-69. <https://doi.org/10.1057/palgrave.jird.1800070>
- Bianco, C. (2018). Gulf Security after 2011: A Threat Analysis. *Middle East Policy*, 25(2), 27-41. <https://doi.org/10.1111/mepo.12340>
- Binhuwaidin, M.M. (2015). Essential Threats to the Security of the GCC Countries in the Post Arab Spring Era. *Digest of Middle East Studies*, 24(1). <https://doi.org/10.1111/dome.12058>
- Blin, L. (2020). Chapitre 9. Les relations Iran-Arabie saoudite : la rivalité structurante. Dans : Clément Therme éd., *L'Iran et ses rivaux : Entre nation et révolution* (pp. 143-162). Passés composés. <https://doi.org/10.3917/paco.therm.2020.01.0143>
- Boussois, S. (2019). L'impact d'un processus de longue date : la « sécurisation » de l'Iran. *Pays du Golfe. Les dessous d'une crise mondiale*. (p. 24 -27). Armand Colin. <https://shs.cairn.info/pays-du-golfe--9782200623982-page-24?lang=fr>
- Breuning, M. (2017, 24 mai). *Role Theory in Foreign Policy*. Oxford Research Encyclopedia of Politics. <https://oxfordre.com/politics/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-334>

- Ceyhan, A. (1998). Analyser la sécurité : Dillon, Waever, Williams et les autres. *Cultures & Conflits*, 31-32. <https://doi.org/10.4000/conflits.541>
- Chara, J. (2018). Saudi Arabia : A prince's revolution. *European View*, 17(2), 227-334. <https://doi.org/10.1177/1781685818803525>
- Ciorciari, J.D. (2005). Saudi-U.S. Alignment After the Six-Day War. *Middle East Review of International Affairs*, 9 (2). https://www.academia.edu/987846/SAUDI_US_ALIGNMENT_AFTER_THE_SIX_DAYWAR?hb-sb-sw=10563796
- Dawisha, A. (1983). Saudi Arabia and the Arab-Israeli Conflict: The Ups and Downs of Pragmatic Moderation. *International Journal*, 38(4), 674-689. <https://doi.org/10.2307/40202206>
- Divsallar, A. (2023). The Militarization of Iran's Perception of Saudi Arabia. *Muslim World*, 113 (1-2), 177-192. <https://doi.org/10.1111/muwo.12465>
- Elyassi, H. (2018). Survival of OPEC and Saudi-Iran Relations – A Historical Overview. *Contemporary Review of the Middle East*, 5(2), 137-155. <https://doi.org/10.1177/2347798918762199>
- Erdoğan, A. (2022). Saudi foreign policy doctrine post-2011 : The Iranian factor and balance of threat. *Digest of Middle East Studies*, 31(1), 6-24. <https://doi.org/10.1111/dome.12256>
- Gause III, F.G. (2003). BALANCING WHAT? THREAT PERCEPTION AND ALLIANCE CHOICE IN THE GULF. *Security Studies*, 13(2), 273-305. <https://doi.org/10.1080/09636410490521271>
- Gause III, F. G. (2014). *Beyond Sectarianism : The New Middle East Cold War*. Brookings Foreign Policy. <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/English-PDF-1.pdf>
- Gause III, F. G. (2015). Revolution and threat perception: Iran and the Middle East. *International Politics*, 52, 637-645. <https://doi.org/10.1057/ip.2015.27>
- Grabowski, W. (2020). Application of the Regional Security Complex Theory for Security Analysis in the Persian Gulf. *Polish Political Science Studies*, 68(4), 18-31. https://www.researchgate.net/publication/350369385_Application_of_the_Regional_Security_Complex_Theory_for_Security_Analysis_in_the_Persian_Gulf
- Grieco, J.M. (1988). Anarchy and the Limits of Cooperation: A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionalism. *International Organization*, 42(3), 485-507. <http://www.jstor.org/stable/2706787>
- Heibach, J. (2021). Public diplomacy and regional leadership struggles: the case of Saudi Arabia. *International Politics*, 61, 83-105. <https://doi.org/10.1057/s41311-021-00310-7>

- Holsti, K. J. (1970). National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy. *International Studies Quarterly*, 14(3), 233–309. <https://doi.org/10.2307/3013584>
- Hwang, W.-J. (2024). Forging Reconciliation Despite Antagonism: Examining the Normalisation of Ties Between Saudi Arabia and Iran in 2023. *Journal of Asian Security and International Affairs*, 11(3), 376-399. <https://doi.org/10.1177/23477970241261433>
- Inan, M.Y. (2023) Role Conceptions and Leadership Rivalry in the Middle East : Transforming Turkey, Saudi Arabia, and Gulf Relations. *Turkish Journal of Middle Eastern Studies*, 10(1), 45-63. https://www.researchgate.net/publication/371717587_Role_Conceptions_and_Leadership_Rivalry_in_the_Middle_East_Transforming_Turkey_Saudi_Arabia_and_Gulf_RelationsOrtadogu'da_Liderlik_Mucadelesi_ve_Rol_Kavramsallastirmalari_Turkiye_Suudi_Arabistan_ve_Ko
- Kahwaji, R. (2003). Gulf Cooperation Council Threat Perceptions and Deterrence objectives. *Comparative Strategy*, 22(5), 515–520. <https://doi.org/10.1080/01495930390256482>
- Kechichian, J.A. (1999). Trends in Saudi National Security. *Middle East Journal*, 53(2), 232–253. <http://www.jstor.org/stable/4329319>
- Khomeini: “We Shall Confront the World with Our Ideology.” (1980). *MERIP Reports*, 88, 22-25. <https://doi.org/10.2307/3011306>
- Kolagar, A. (2022). Perceived Iranian Threat and Arab Support for Arab-Israel Alliance. *SSRN Electronic Journal*. https://www.researchgate.net/publication/362601884_Perceived_Iranian_Threat_and_Arab_Support_for_Arab-Israel_Alliance
- Lacroix, S. (2024). Pays du Golfe. Une certaine vision du monde. *Revue Projet*, 401. https://shs.cairn.info/article/PRO_401_0045/pdf?lang=fr
- Le Morzellec, J. (1980). Les Accords de Camp David (17 septembre 1978) et le Traité de paix israélo-égyptien (26 mars 1979). Dans *Annuaire français de droit international*, 26, 175-192. <https://doi.org/10.3406/afdi.1980.2385>
- Levallois, A. et Therme, C. (2016). Iran, Arabie Saoudite : la guerre froide. *Confluences Méditerranée*, 97(2), 9-13. <https://doi.org/10.3917/come.097.0009>
- Leverrier, I. (1996). L’Arabie Saoudite, le pèlerinage et l’Iran. Dans *CEMOTI*, 22, 111-148. <https://doi.org/10.3406/cecot.1996.1347>
- Louër, L. (2009). Déconstruire le croissant chiite. *Revue internationale et stratégique*, 76(4), 45-54. <https://doi.org/10.3917/ris.076.0045>

- Mabon, S. (2018a). Muting the trumpets of sabotage : Saudi Arabia, the US and the quest to securitize Iran. *British Journal of Middle Eastern Studies*, 45(5). 742-759. <https://doi.org/10.1080/13530194.2017.1343123>
- Mabon, S. & Wastnidge, E. (2020). Saudi Arabia and Iran : Resilient Rivalries and Pragmatic Possibilities. Dans : *Saudi Arabia, Iran and De-Escalation in the Persian Gulf*. SEPAD. https://www.researchgate.net/publication/342510750_KSA-Iran_rivalry_an_analysis_of_the_Saudi_strategic_calculus
- Mabon, S., Nasirzadeh, S., Alrefai, E. (2021). De-securitisation and Pragmatism in the Persian Gulf : The Future of Saudi-Iranian Relations. *The International Spectator*, 56(4), 66-83. <https://doi.org/10.1080/03932729.2021.1989183>
- Mcleod, A., Masson, I., Morin, D. (2004). Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales. *Études internationales*, 35(1), 7-24. <https://doi.org/10.7202/008445ar>
- Majin, S.K. (2016). Iranian and Saudi Cultural and Religious Identities: Constructivist Perspective. *Open Journal of Political Science*, 7, 65-81. <https://www.scirp.org/journal/paperinformation?paperid=72785>
- Makinsky, M. (2011). Les chiites en Arabie saoudite. *Outre-Terre*, 29(3), 493-494. <https://doi.org/10.3917/oute.029.0493>
- Mayer, N. (2010). Chapitre 2 - Les approches des comportements politiques. *Sociologie des comportements politiques*. (p.33-58). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.maye.2010.01.0033>.
- Mermier, F. (2017). La dislocation du Yémen. *Esprit*, (12), 13-17. <https://doi.org/10.3917/espri.1712.0013>
- Meszaros, T. & De Coligny, A. (2015). Perceptions, décisions et rationalité dans la gestion des crises. Eléments de réflexion sur la rationalité interprétative dans le cas de l'affaire Merah. *Stratégique*, 110(3), 139-151. <https://doi.org/10.3917/strat.110.0139>
- McDonald, M. (2008). Securitization and the Construction of Security. *European Journal of International Relations*, 14(4), 563-587. <https://doi.org/10.1177/1354066108097553>
- Mirza, M.N., Abbas, H., Qaisrani, I.H. (2021). Structural Sources of Saudi-Iran Rivalry and Competition for the Sphere of Influence. *SAGE Open*, 11(3). <https://doi.org/10.1177/21582440211032642>
- Neo, R. (2020). Religious securitisation and institutionalised sectarianism in Saudi Arabia, *Critical Studies on Security*, 8(3), 203-222. <https://doi.org/10.1080/21624887.2020.1795479>

- Nevo, J. (1998). Religion and National Identity in Saudi Arabia. *Middle Eastern Studies*, 34(3), 34-53. <http://www.jstor.org/stable/4283951>
- Podeh, E. (2018). Saudi Arabia and Israel : From Secret to Public Engagement, 1948-2018. *Middle East Journal*, 72(4), 563-586. <https://www.jstor.org/stable/26933006>
- Rabi, U. (2009). Conflit entre sunnites et chiites : le Moyen-Orient à la veille d'une guerre entre Arabes et Iraniens ? *Outre-Terre*, 22(2), 189-199. <https://doi.org/10.3917/oute.022.0189>
- Rigoulet-Roze, D. (2009). Les chiites de la province saoudienne du Hasa : une minorité « nationale » stratégique au cœur des enjeux ethno-confessionnels régionaux. *Hérodote*, 133(2), 108-135. <https://doi.org/10.3917/her.133.0108>
- Rugh, W. A. (1996). The Foreign Policy of the United Arab Emirates. *Middle East Journal*, 50(1), 57-70. <http://www.jstor.org/stable/4328896>
- Singer, J.D. (1958). Threat-perception and the armament-tension dilemma. *Journal of Conflict Resolution*, 2(1), 90-105. <http://www.jstor.org/stable/172848>
- Soulié, G. & Champenois, L. (1977). La politique extérieure de l'Arabie Saoudite. Dans *Politique étrangère*, 6, 601-622. <https://doi.org/10.3406/polit.1977.1648>
- Turan, Y. & Nguyen Hoang, L. (2019). Beyond Sectarian Identity Politics within the Middle East : the Case of Rivalry between Iran and Saudi Arabia. *Akademi Incelemeler Dergisi*, 14(2), 77-120. https://www.researchgate.net/publication/337646232_Beyond_Sectarian_Identity_Politics_in_the_Middle_East_The_Case_of_Iran-Saudi_Arabia's_Rivalry
- Uthman, U. (2021). Why Iran is view as a threat to Saudi. *Academia Letters*. <https://doi.org/10.20935/AL2891>
- Wehrey, F., Thaler, D. E., Bensahel, N., Cragin, K., Green, J. D., Kaye, D. D., Oweidat, N., & Li, J. (2009). Arab Perceptions of the Iranian Threat. In *Dangerous But Not Omnipotent: Exploring the Reach and Limitations of Iranian Power in the Middle East* (pp. 129-152). RAND Corporation. <http://www.jstor.org/stable/10.7249/mg781af.13>
- Wilkinson, C. (2007). The Copenhagen School on Tour in Kyrgyzstan : Is Securitization Theory Useable Outside Europe ? *Security Dialogue*, 38 (1), 5-25. <http://www.jstor.org/stable/26299738>
- Wissa-Wassef, C. (1974). L'Arabie Saoudite et le conflit israélo-arabe du mois d'octobre 1973. Dans *Politique étrangère*, 2, 185-199. <https://doi.org/10.3406/polit.1974.1821>
- Yamani, M. (2009). From fragility to stability : a survival strategy for the Saudi monarchy. *Contemporary Arab Affairs*, 2(1), 90-105. <https://doi.org/10.1080/17550910802576114>

1.2. Ouvrages & chapitres d'ouvrages

- Balzacq, T. (2011). *How Security Problems Emerge and Dissolve* (1^{ère} éd.). Routledge.
- Battistella, D. (2009). Chapitre 4. Le paradigme réaliste. *Théories des relations internationales*. (p.127-178). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.batti.2012.01.0127>
- Blin, L. (2020). Chapitre 9. Les relations Iran-Arabie saoudite : la rivalité structurante. Dans Therme, C. (dir.), *L'Iran et ses rivaux. Entre nation et révolution*. (p.143-162). Passés Composés. <https://doi.org/10.3917/paco.therm.2020.01.0143>
- Buzan, B., Wæver, O., de Wilde, J. (1998). *Security: A New Framework for Analysis*. Lynne Rienner Publications.
- Buzan, B. & Wæver, O. (2003). *Regions and Powers. The Structure of International Security*. Cambridge University Press.
- Buzan, B., & Wæver, O. (2003). The Middle East: a perennial conflict formation. In *Regions and Powers: The Structure of International Security* (pp. 187–218). Cambridge University Press.
- Calcuilli, M. (2019). 10. Middle East Security: The Politics of Violence after the 2003 Iraq War. Dans *International Relations of the Middle East*. Oxford University Press.
- Darwich, M. (2019). Why and When States Perceive Threats: A Theoretical Framework. In *Threats and Alliances in the Middle East: Saudi and Syrian Policies in a Turbulent Region* (pp. 28–53). chapter,. Cambridge University Press.
- Fawcett, L. (2013). *International Relations of the Middle East* (3^{ème} éd.). Oxford University Press.
- Forman, E.H. & Selly, M.A. (2001). *Decision by Objectives: How to Convince Others That You Are Right*. World Scientific.
- Fraihat, I. (2020). *Iran and Saudi Arabia: Taming a Chaotic Conflict*. Edinburgh University Press.
- Fürtig, H. (2002). *Iran's Rivalry with Saudi Arabia between the Gulf Wars*. Garner Publishing Limited.

- Gause III, F. G. (2009). The Iranian Revolution and the Iran–Iraq War. *Dans The International Relations of the Persian Gulf* (pp. 45–87). chapter, Cambridge: Cambridge University Press.
- Hamdan al-Alkim, H. (1989). *The Foreign Policy of the United Arab Emirates*. Londres. Saqi Books. p.175.
- Hourcade, B. (2016). *Géopolitique de l’Iran : Les défis d’une renaissance* (2^e éd.). Armand Colin.
- Jepperson, R., Wendt, A., Katzenstein, P.J. (1996). Norms, Identity and Culture in National Security’. Dans : Katzenstein (éd.). *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, 33–75. Columbia University Press
- Jervis, R. (1976). *Perception and Misperception in International Politics*. New Edition. Princeton University Press.
- Kural, M. (2020). Geopolitical Rivalry between Saudi Arabia and Iran. Dans Gardocki et al. (eds). *The Islamic World in International Relations*. Peter Lang.
- Legrenzi, M. (2019). The International Politics of the Gulf. Dans Fawcett (éd.). *International Relations of the Middle East*. Oxford University Press.
- Leonard, S. & Kaunert, C. (2011). Reconceptualizing the audience in securitization theory. Dans : Balzacq (éd.). *Securitization Theory : How Security Problems Emerge and Dissolve* (1^{ère} éd., p. 57-76). Routledge
- Mabon, S. & Royle, C. (2017). *The Origins of ISIS: The Collapse of Nations and Revolution in the Middle East*. I.B.Tauris & Co. Ltd.
- Mintz, A., & DeRouen Jr, K. (2010). Biases in Decision Making. Dans *Understanding Foreign Policy Decision Making* (pp. 38–54). Cambridge University Press.
- Monier, E. (2015). *Regional Insecurity After the Arab Uprisings. Narratives of Security and Threat*. Palgrave Macmillan publishing.
- Myers, D.J. (1991). *Regional Hegemons: Threat Perception And Strategic Response* (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429304217>
- Reinke de Buitrago, S. (2015). Self -other constructions, difference and threats: US and Arab “othering” of Iran. Dans: Monier, E. (Ed), *Regional Insecurity after the Arab Uprisings*. London: Palgrave Macmillan, pp. 85–106. https://doi.org/10.1057/9781137503978_5
- Rezaei, F. (2019). Iran and Iraq : The Lebanonization Project in the Balance. Dans *Iran’s Foreign Policy after the Nuclear Agreement*. Middle East Today. Palgrave MacMillan. https://doi.org/10.1007/978-3-319-76789-5_5

- Smith, A.D. (1991). *National Identity* (1^{ère} éd.). Penguin Books.
- Struye de Swielande, T. (2018). La cognition, la perception et les prédispositions. Dans David (dir.). *Théories de la politique étrangère américaine*.
- Ulrichsen, K.C. (2013). The Gulf States and the Iran-Iraq War : Cooperation and Confusion. Dans *The Iran-Iraq War : New International Perspectives*. Routledge
- Wæver, O. (1998). Securitization and Desecuritization. Dans Lipschutz (éd.). *On Security* (p. 46-86). Columbia University Press.
- Walt, S.M. (1987). Origins of alliance. Cornell University Press.
- Walt, S.M. (1998). *The Origins of Alliances*. Cornell University Press (p. 21-26).
- Wendt, A. (1999). *Social Theory of International Politics*. Cambridge University Press.
- Wolfers, A. (1962). National Security as an Ambiguous Symbol. Dans : *Discord and Collaboration : Essays on International Politics*. (p. 147-165). The Johns Hopkins Press.

1.3. Think Tanks

- Abbasi, U. (2016). The Changing Nature of Threat Perception in GCC States : A Domestic Level Analysis. *IPRI Journal XVI*, 2, 89-104. <https://ipripak.org/wp-content/uploads/2016/11/6-Umar-Abbasi.pdf>
- Abdo, G. (2013, 10 avril). *The New Sectarianism : The Arab Uprisings and the Rebirth of the Shi'a-Sunni Divide*. Brookings. <https://www.brookings.edu/articles/the-new-sectarianism-the-arab-uprisings-and-the-rebirth-of-the-shia-sunni-divide/>
- Alhussein, E. (2019, 19 juin). Saudi first : How hyper-nationalism is transforming Saudi Arabia. European Council on Foreign Relations. https://ecfr.eu/publication/saudi_first_how_hyper_nationalism_is_transforming_saudi_arabia/
- Alsmadi, F. (2024). Opportunities and Challenges Along the Path of Saudi-Iranian relations. Dans *Iran In the Middle East. Building bridges or expanding influence?* Middle East Council on Global Affairs. https://mecouncil.org/wp-content/uploads/2024/04/MECGA_Dossier-Iran-3_Final_WEB.pdf
- AlSaied, N. (2021, 27 août). *Sectarianism and ideology : The cases of Iran and Saudi Arabia*. Middle East Institute. <https://www.mei.edu/publications/sectarianism-and-ideology-cases-iran-and-saudi-arabia>

- Cafiero, G. (2024, 21 novembre). *Security Dimensions of the Saudi-Iranian Détente*. Arab Center Washington DC. <https://arabcenterdc.org/resource/security-dimensions-of-the-saudi-iranian-detente/>
- Clausen, M-L. (2019). Saudi Arabian military activism in Yemen: Interactions between the domestic and the systemic level. Dans *Shifting Global Politics and the Middle East*. Pomeps Studies, 34. https://pomeps.org/wp-content/uploads/2019/03/POMEPS_Studies_34_Web.pdf
- Da Lage, O. (2022, 11 avril). *Comment s'est formé le Conseil de coopération du Golfe ?* Orient XXI. <https://orientxxi.info/va-comprendre/comment-s-est-forme-le-conseil-de-cooperation-du-golfe,5511>
- Dazi-Héni, F., Pina, C., Ramadan-Alban, W. (2023, 7 juin). L'accord de normalisation des relations diplomatiques saoudo-iraniennes signé à Pékin : regards croisés. Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire. <https://www.irsem.fr/media/5-publications/nr-irsem-137-accord-de-normalisation.pdf>
- Divsallar, A. (2023, 15 septembre). *From normalization to non-aggression: The next step in Iran-Saudi ties*. Middle East Institute. <https://www.mei.edu/publications/normalization-non-aggression-next-step-iran-saudi-ties>
- Dunne, C.W. (2023, 6 juillet). *The UAE-Saudi Arabia Rivalry Becomes a Rift*. Arab Center Washington DC. <https://arabcenterdc.org/resource/the-uae-saudi-arabia-rivalry-becomes-a-rift/>
- Echagüe, A. (2013). *The Gulf States and the Arab Uprisings*. FRIDE and Gulf Research Center. https://www.files.ethz.ch/isn/166184/The_Gulf_States_and_the_Arab_Uprisings.pdf
- El Karoui, H. (2017). *Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France*. Institut Montaigne. <https://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/nouveau-monde-arabe-nouvelle-politique-arabe-pour-la-france.pdf>
- Gause III, F.G. (2016, 25 avril). *The Gulf States and Iran : Two Misunderstandings and One Possible Game-Changer*. Rice University's Baker Institute for Public Policy. <https://www.bakerinstitute.org/research/gulf-states-iran-misunderstandings>
- Grossman, M. (2024, 11 septembre). *As the Israel-Hamas war continues, the Abraham Accords quietly turns four*. The Atlantic Council. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/abraham-accords-anniversary-gaza/>

- Haddad, F. (2013). The language of ant-Shiism. Dans *The Politics of Sectarianism. Project on Middle East Political Science*, (4). https://pomeps.org/wp-content/uploads/2014/06/POMEPS_Studies4_Sectarianism.pdf
- Harb, I.K. (2017). *Domestic Troubles for the Saudi Arabian Leadership*. Arab Center Washington DC. <https://arabcenterdc.org/resource/domestic-troubles-for-the-saudi-arabian-leadership/>
- Kendall, E. (2017, 19 octobre). *Iran's fingerprints in Yemen : real or imagined ?* Atlantic Council. <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/issue-brief/iran-s-fingerprints-in-yemen-real-or-imagined/>
- Marteu, E. (2018). *Israël et les pays du Golfe : les enjeux d'un rapprochement stratégique*. Institut français des relations internationales. <https://www.ifri.org/fr/etudes/israel-et-les-pays-du-golfe-les-enjeux-dun-rapprochement-strategique>
- McMullan, T. (2024, 25 novembre). *Saudi-Iran Rapprochement Signals Shifting Regional Power Dynamics in the Middle East*. Australian Institute of International Affairs. <https://www.internationalaffairs.org.au/australianoutlook/saudi-iran-rapprochement-signals-shifting-regional-power-dynamics-in-the-middle-east/>
- Moniquet, C. & Dombret, D. (2009). *L'expansionnisme chiite iranien : une menace pour les pays arabes ?* European Strategic Intelligence and Security Center. <http://www.esisc.org/upload/publications/analyses/lexpansionnisme-chiite-iranien-une-menace-pour-les-pays-arabe/7.%20L'EXPANSIONNISME%20CHIITE%20IRANIEN%20UNE%20MENACE.pdf>
- Ottaway, D. (2024, 10 juin). *Yemen's Houthis Upset US Middle East Security Calculations*. Wilson Center. <https://www.wilsoncenter.org/article/yemens-houthis-upset-us-middle-east-security-calculations>
- Sen, A.K. (2015, 16 mars). *Strange Bedfellows : Saudi Arabia, Israel Oppose Iran Nuclear Deal for Different Reasons*. The Atlantic Council. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/strange-bedfellows-saudi-arabia-israel-oppose-iran-nuclear-deal-for-different-reasons/>
- Sloan, A. (2017, 22 septembre). *50 years since Khartoum, the Arab world united against the Palestinians*. Middle East Monitor. <https://www.middleeastmonitor.com/20170922-50-years-since-khartoum-the-arab-world-united-against-the-palestinians/>
- Sons, S. (2021, 8 juin). *Distrust and a New Pragmatism : Saudi Arabia and the Iranian Elections*. Friedrich Ebert Stiftung. <https://www.fes.de/en/referat-nahe-mittlerer-osten-und-nordafrika/iran-elections/artikelseite-iranelections/misstrauen-und-neuer-pragmatismus-saudi-arabien-und-die-wahlen-in-iran>

- Sons, S. (2024, 14 octobre). *In Light of Regional Escalation : Saudi Arabia's 'Not Alone' Approach*. Brussels International Center. <https://www.bic-rhr.com/research/light-regional-escalation-saudi-arabias-not-alone-approach>
- Tavakol, M. (2020, 23 novembre). Regional stability is in the interest of both Saudi Arabia and Iran. Atlantic Council. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/regional-stability-is-in-the-interest-of-both-saudi-arabia-and-iran/>
- Uddin, R. (2023, 11 mars). *Rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite, après plus de quatre décennies de tensions*. Middle East Eye. <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/rapprochement-iran-arabie-saoudite-histoire-conflit-hadj-nucleaire-guerres>
- Wertman, O. & Kaunert, C. (2022). *The Audience in Securitization Theory*. The Institute for National Security Studies. Strategic Assessment, 25(3). https://www.inss.org.il/wp-content/uploads/2023/01/Adkan25.3_Eng_Wertman-Kaunert.pdf

1.4. Publications universitaires

- Abdulmajid, A. (2022). Islam and Sectarianism : The Major Split and Its Manifestations. *Journal of Humanities Insights*, 6(2), 11-23. <https://doi.org/10.22034/JHI.2022.328101.1051>
- Aladwani, H. (2020). *The Role of Misperception in Decisions to Go to War : A Case Study on the First Gulf War*. [Thèse, California State University]. <https://scholarworks.calstate.edu/downloads/jh343x821>
- Algashian, A. (2019). *Between Passive and Active: The Saudi Arabian Foreign Policy Towards Israel*. [Thèse de doctorat. University of Essex University of Essex]. <https://repository.essex.ac.uk/25677/1/PhD%20Thesis%20Between%20Passive%20and%20Active%20Saudi%20Arabian%20Foreign%20Policy%20Towards%20Israel.pdf>
- Algashian, A. (2024). The Saudi Tool for Middle East Stability : *Vision 2030 Reshapes Relations with Iran and Israel*. Dans Ardemagni, E., *The Security Side of Gulf Visions. Adapting Defence To The Connectivity Age*. Ledizioni LediPublishing. <https://www.ispionline.it/wp-content/uploads/2024/03/research-findings-ardemagni-GOLFO-2024-1.pdf>
- Amyot, M. (2016). La (dé)sécuritisation de la menace nucléaire iranienne par l'administration Obama. [Mémoire. Université du Québec à Montréal. Uqam.] <https://archipel.uqam.ca/9264/1/M14758.pdf>
- Balzacq, T. (s.d.). La sécurité : définitions, secteurs et niveaux d'analyse, *Fédéralisme Régionalisme : 2003-2004 - Régions et sécurité*, 4. <https://popups.uliege.be/1374-3864/index.php?id=216>

- Calawy, S. (2023). Sectarianizing the Politics in the Middle East. *The Political and International Journal*, 55, 1-36. <https://doi.org/10.31272/ipj.i55.188>
- Calvo, F.C. (2023). *Understanding the Iran-Saudi Arabia Rivalry : The Evolution of Bilateral Relations, Regional Security Implications and US Influence (1960-2018)*. [Mémoire, Università di Padova]. Unipd. <https://thesis.unipd.it/retrieve/454d48aa-0f32-44a5-b1ec-80bec82b2d9b/F.Calvo%20THESIS.pdf>
- Chaker, R. (2017). *La rivalité irano-saoudienne. De l'opposition théologique à l'affrontement politique*. Annuaire Français de Relations Internationales. Vol. 18. Centre Thucydide. Université Panthéon-Assas. <https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2018/06/Article-Chaker.pdf>
- Darwich, M. (2015). *Ideational and Material Forces in Threat Perception. Saudi and Syrian Choices in Middle East Forces*. [Thèse de doctorat. The University of Edinburgh] <https://era.ed.ac.uk/bitstream/handle/1842/19478/Darwich2015.pdf?sequence=2&isAllowed=y>
- El-Hamad, J.M.A. (2004). The Arab Gulf countries and the Arab-Israeli conflict, : the linkages and dynamics (1970-2000). [Mémoire, Durham University]. <https://etheses.dur.ac.uk/3060/>
- El-Rayyes, T. (2021). *The effects of diversionary foreign policy under authoritarianism : evidence from Jordan*. The Belfer Center for Science and International Affairs. Harvard Kennedy School. https://www.belfercenter.org/sites/default/files/pantheon_files/files/publication/Working_Paper_Rayyes%20FINAL.pdf
- Fonseca Claparols, M. (2023). *Mohammed Bin Salman and his Foreign Policy Shifting Tendencies in his Quest for Legitimacy*. [Thèse. Ramon Llul University]. https://dau.url.edu/bitstream/handle/20.500.14342/3541/Fonseca%2CMireia_TFG.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Genuine Fear of Securitization : Iran and Saudi Arabia's Threat Perception. *Iranian Review of Foreign Affairs*, 12(34), 376-403. <https://www.doi.org/10.22034/irfa.2021.162039>
- Gimenez-Cerlioli, L. (2018) Roles and International Behaviour : Saudi-Iranian Rivalry in Bahrain's and Yemen's Arab Spring. *Contexto Internacional*, 40(2). <https://doi.org/10.1590/S0102-8529.2018400200010>
- Grumet, T.R. (2015). New Middle East Cold War : Saudi Arabia and Iran's Rivalry. [Thèse. University of Denver]. <https://digitalcommons.du.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2027&context=etd>
- Hadzikadunic, E. (2019). *Iran-Saudi ties : Can History Project Their Trajectory ?* Insight, Middle East Institute, National University of Singapore.

<https://mei.nus.edu.sg/wp-content/uploads/2019/10/Insight-215-Saudi-Iranian-Ties.pdf>

- Hyravy, S. (2019). *Moving Away from Oil : Explaining Shifts in Foreign Policy of Saudi Arabia*. Central European University (thesis). https://www.etd.ceu.edu/2019/hyravy_samuel.pdf
- Ijaz, S., Jafri, M. H., & Sabri, M. A. (2023). E-1: THE NORMALIZATION OF IRAN-SAUDI RELATIONS AND A WAY FORWARD. *Habibia Islamicus. The International Journal of Arabic and Islamic Research*, 7(4), 1-8. <https://habibiaislamicus.com/index.php/hirj/article/view/292>
- Kelemen, B. (2018, 5 juillet). *Saudi Arabia from Within : Diversionary Policy of Iranian Containment ?* The London School of Economics and Political Science. <https://blogs.lse.ac.uk/mec/2018/07/05/saudi-arabia-from-within-diversionary-policy-of-iranian-containment/>
- Powell, R.L. (2009). *The Relational Concept of Security*. Université de Canterbury. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.959266>
- Rakipoğlu, M. (2017). Revisiting the Saudi Position During the Iran-Iraq War through the Lens of Balance of Threat Theory. *Ortadoğu Etütleri*, 9(1), 118-134. https://dergipark.org.tr/en/pub/ortetut/issue/50884/669928#article_cite
- Rieger, R. (2013). In search of stability : Saudi Arabia and the Arab Spring. Dans *Saudi Arabia and the Arab Uprising : National, Regional and Global Responses*. Gulf Research Meeting. Cambridge. https://www.files.ethz.ch/isn/182104/GRM_Rieger_final_09-07-14_3405.pdf
- Soltaninejad, M. (2021). Genuine Fear of Securitization : Iran and Saudi Arabia's Threat Perception. *Iranian Review of Foreign Affairs*, 12(34), 376-403. <https://www.doi.org/10.22034/irfa.2021.162039>
- Striegel, L. (2015). *Saudi-Iranian rivalry within International Relations theory*. Ghent University. https://libstore.ugent.be/fulltxt/RUG01/002/305/367/RUG01-002305367_2016_0001_AC.pdf
- Walsh, T. (2023). Securitisation imperatives and the exaggeration of Iranian involvement with the Houthi movement by international actors. *Global Policy*, 14(2), 385-395. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.13204>
- Walschot, M. (2021, 3 novembre). *L'École de Copenhague et l'évolution des études critiques de sécurité avant et après le 11 septembre*. Conseil québécois d'études géopolitiques. <https://cqegehiulaval.com/2021/11/03/lecole-de-copenhague-et-levolution-des-etudes-critiques-de-securite-avant-et-apres-le-11-septembre/>
- Weddington, D. (2017). *Rivalry in the Middle East : The History of Saudi-Iranian Relations and its implications on American Foreign Policy*. [Thèse. Missouri State University].

<https://bearworks.missouristate.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=4139&context=theses>

2. Sources non-scientifiques

1. Articles de presse & revues

- Août 1987 dans le monde. (1987, 13 septembre). Le Monde. https://www.lemonde.fr/archives/article/1987/09/13/aout-1987-dans-le-monde_4041057_1819218.html
- *Accords de camp David*. (s. d.). Le Monde Diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/accordsdecampdavid>
- Amiot, H. (2013, 9 août). *Retour cartographique sur le conflit israélo-arabe (1/2) : des prémices du conflit israélo-palestinien à la première guerre israélo-arabe*. Les Clés du Moyen-Orient. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Retour-cartographique-sur-le-conflit-israelo-arabe-1-2-des-premices-du-conflit.html>
- Blanc, T. (2018). *Arabie saoudite (2) : la politique étrangère saoudienne. Dogmatisme anti-chiïtes ou realpolitik anti-Iran ?* Les clés du Moyen-Orient. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Arabie-saoudite-2-la-politique-etrangere-saoudienne-Dogmatisme-anti-chiïtes-ou.html>
- Burdy, J-P. (2012). *Le « croissant chiïte » : un discours récurrent sur la « menace iranienne » à l'épreuve de la realpolitik*. Les clés du Moyen-Orient. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-croissant-chiite-un-discours-recurrent-sur-la-menace-iranienne-a-l-epreuve>
- Bender, J. (2015, 1^{er} avril). These 8 narrow chokepoints are critical to the world's oil trade. *The Business Insider*. <https://www.businessinsider.com/worlds-eight-oil-chokepoints-2015-4?r=US&IR=T>
- Chaigne-Oudin, A-L. (2010, 9 mars). *Premier conflit israélo-arabe de 1948*. Les clés du Moyen-Orient. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Premier-conflit-israelo-arabe-de.html>
- Chehida, J. (2021, 5 février). 2011, une histoire de Printemps : les révolutions arabes vues par France 24. *France24*. <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/reporters/20210205-2011-une-histoire-de-printemps-les-r%C3%A9volutions-arabes-vues-par-france-24>
- de Maupeou, F. (2013, 30 juillet). *Sunnisme et chiïsme : différences doctrinales et enjeux politiques d'après L'islam contre l'islam d'Antoine Sfeir*. Les clés du Moyen-Orient. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Sunnisme-et-chiisme-differences.html>

- *Excerpts from Khomeini Speeches*. (1987, 4 août). The NY Times. <https://www.nytimes.com/1987/08/04/world/excerpts-from-khomeini-speeches.html>
- Gresh, A. & Vidal, D. (2007, juin-juillet). La guerre Iran-Irak (1980-1988). Manière de voir. Le Monde diplomatique, 93, <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/93/GRESH/56842#partage>
- *Guerre israélo-arabe 1967*. (s. d.). Le Monde Diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/guerredessixjours>
- Goldberg, J. (2018, 2 avril). Saudi Crown Prince: Iran's Supreme Leader 'Makes Hitler Look Good'. *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/04/mohammed-bin-salman-iran-israel/557036/>
- O'Connor, T. (2018, 7 mars). Saudi Arabia Call Iran, Turkey and Islamic Militants the 'New Axis of Evil,' Egypt report. *Newsweek*. <https://www.newsweek.com/saudi-arabia-calls-iran-turkey-muslim-militants-new-axis-evil-egypt-reports-835697>
- Pignon, T. (2012, 17 septembre). *Sunnites et chiites dans l'Orient médiéval*. Les clés du Moyen-Orient. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Sunnites-et-chiites-dans-l-Orient.html>
- Romeo, L. (2012, 24 janvier). *Sommet de Khartoum (29 août-1^{er} septembre 1967)*. Les clés du Moyen-Orient. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Sommet-de-Khartoum-29-aout-1er.html>
- Saab, M. (2017, 5 mai). *Les relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite, état des lieux (1/2)*. Les clés du Moyen-Orient. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-relations-entre-l-Iran-et-l-Arabie-saoudite-etat-des-lieux-1-2.html>
- *Saudi Arabia's FM calls on world to publicly support Palestinian statehood*. (2024, 2 octobre). AlArabiya News. <https://english.alarabiya.net/News/saudi-arabia/2024/10/02/saudi-arabia-s-fm-calls-on-world-to-publicly-support-palestinian-statehood>
- *Saudi Crown Prince says differences with US minimal, suggests peace with Houthi still possible* (2021, 28 avril). Arab News. <https://www.arabnews.com/node/1849941/saudi-arabia>
- *Saudi crown prince says Riyadh won't recognize Israel without Palestinian state*. (2014, 18 septembre). The Times of Israel. <https://www.timesofisrael.com/saudi-crown-prince-says-riyadh-wont-recognize-israel-without-palestinian-state/>
- Snégaroff, T. (2016, 5 janvier). 1988 : l'Arabie saoudite rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran. *France Info*. <https://www.franceinfo.fr/replay->

radio/histoires-d-info/1988-l-arabie-saoudite-rompt-ses-relations-diplomatiques-avec-l-iran-1772967.html

- Uppal, R. & El Yaakoubi (2023, 15 mars). Saudi Arabia could invest in Iran ‘very quickly’ after agreement – minister. *Reuters*. <https://www.reuters.com/world/middle-east/saudi-investment-iran-could-happen-very-quickly-after-agreement-minister-2023-03-15/>
- Voignac, J. (2016, 20 janvier). *Iran-Arabie Saoudite : conflit religieux ou conflit politique ?* La Revue des Deux Mondes. <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/iran-arabie-saoudite-conflit-religieux-ou-conflit-politique/>
- Wright, R. & Baker, P. (2004, 8 décembre). Iraq, Jordan See Threat To Election From Iran. *The Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2004/12/08/iraq-jordan-see-threat-to-election-from-iran/7e0cc1bc-aeb3-447a-bc9e-cfa5499699bc/>

Autres sites :

- Al-Rasheed, M. (2018, 18 juin). *Saudi Domestic Uncertainties and the Rivalry with Iran*. LSE Blogs. <https://blogs.lse.ac.uk/mec/2018/06/18/saudi-domestic-uncertainties-and-the-rivalry-with-iran/>
- Dumont, G-F. (2007, février). *Le changement de paradigme au Moyen-Orient*. Diploweb. <https://www.diploweb.com/forum/dumontmo07112.htm>
- Jahner, A. (2024, 16 mai). *Saudi Arabia and Iran: The Struggle for Power and Influence in the Gulf*. The International Affairs Review. <https://www.iar-gwu.org/print-archive/l6vkmgjzj5sk9nsb56l3e8t9u3dnuu>
- Karagiannis, E. (2016). *The rise of Iran as a regional power : Shia empowerment and its limits*. NATO. <https://www.nato.int/docu/review/articles/2016/02/24/the-rise-of-iran-as-a-regional-power-shia-empowerment-and-its-limits/index.html>
- Khader, B. (2017, 7 juin). *La Question Palestinienne et les Arabes (1917-2017)*. Association belgo-palestinienne. <https://www.association-belgo-palestinienne.be/question-palestinienne-arabes-1917-2017/>
- *Khomeini : “We Shall Confront the World with Our Ideology”* (1980, juin). Middle East Research and Information Project : Critical Coverage of the Middle East since 1971. <https://merip.org/1980/06/khomeini-we-shall-confront-the-world-with-our-ideology/>

- Mallat, C. (2018, 8 juin). *'Riyadhology' and Muhammad bin Salman's Telltale Succession*. Lawfare. <https://www.lawfaremedia.org/article/riyadhology-and-muhammad-bin-salmans-telltale-succession>
- Mabon, S. (2018b). *Saudi-Iranian Relations after the Rise of Mohammad Bin Salman*. E-International Relations. <https://www.e-ir.info/2018/07/17/saudi-iranian-relations-after-the-rise-of-mohammad-bin-salman/>
- Meyssan, T. (2020, 4 août). *L'Iran impérialiste devient anti-impérialiste*. Réseau Voltaire. <https://www.voltairenet.org/article210591.html>
- Moates, C. (2024, 6 septembre). *Dubai's Vision 2030 : What is it ?* Landvault. <https://landvault.io/blog/dubai-vision-2030>
- Nasirzadeh, S. & Alrefai, E. (2019, 14 juin). *Saudi and Iran: how our two countries could make peace and bring stability to the Middle East*. The Conversation. <https://theconversation.com/saudi-and-iran-how-our-two-countries-could-make-peace-and-bring-stability-to-the-middle-east-118696>
- Šenk, M. (2021, 22 septembre). *Integrating under Threat: A Balance-of-threat Account of European Integration*. E-International Relations. <https://www.e-ir.info/2021/09/22/integrating-under-threat-a-balance-of-threat-account-of-european-integration/>

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad